



FONDATION POUR LES ÉTUDES
ET RECHERCHES
SUR LE DÉVELOPPEMENT
INTERNATIONAL

The background of the cover is a watercolor painting of a savanna landscape. It features several acacia trees with flat, reddish-orange canopies and thin, dark trunks. The ground is a mix of yellow, orange, and brown tones, suggesting a dry, open plain. The sky is a pale, hazy blue. The overall style is soft and painterly.

RAPPORT D'ACTIVITÉ 2025



FONDATION POUR LES ÉTUDES ET RECHERCHES SUR LE DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL

Une fondation pour influencer le débat international

Créée en 2003, la Fondation pour les études et recherches sur le développement international (Ferdi) est un laboratoire d'idées ayant pour mission d'influencer le débat international sur le développement en s'appuyant sur les résultats de la recherche.

Sans but lucratif et indépendante, elle constitue un espace privilégié de réflexion et d'échange, ouvert aux expertises du Nord et du Sud. Elle joue un rôle prépondérant de plaidoyer en faveur des pays vulnérables dans la définition de l'architecture internationale du financement du développement et apporte son expertise pour la définition des politiques publiques en faveur d'un développement durable et inclusif.

La Ferdi, à travers l'organisation d'événements, de séminaires et de formations, à travers ses publications et la création d'indicateurs innovants, contribue à l'évolution des idées sur des sujets importants et divers, tels que les critères d'allocation géographique de l'aide et la façon de traiter la vulnérabilité des économies et la fragilité des États, l'efficacité des politiques internationales mises en œuvre en faveur des pays les moins avancés, ou les façons de concilier politiques commerciales, climat et protection de l'environnement.

Les activités de la Ferdi sont motivées par trois ambitions :

- Promouvoir l'excellence de la recherche francophone en économie du développement international ;
- Éclairer les décisions des acteurs publics et privés sur le développement ;
- Participer au renforcement des capacités des cadres et des fonctions publiques des pays en développement.

Les publications de la Ferdi bénéficient d'une aide de l'État français au titre du Plan d'investissement France 2030 portant la référence ANR-16-IDEX-0001.



Directeurs de publication : Bruno Cabrillac et Patrick Guillaumont

Coordination : Fabienne Rouanet

Illustrations de couverture & intérieures : images générées avec Adobe Firefly

Crédits photographiques : © Expertise France, Ferdi, GDN, Nations unies

Conception graphique : Morgane Dumazel

Impression : Groupe Chaumeil

Sommaire

2	Avant-propos
3	Faits marquants 2025
4	Diffusion & impact
6	Revue d'économie du développement
7	Programmes & chaires
8	Programme 1 Financement international du développement durable
13	Programme 2 Fiscalité pour le développement durable
17	Programme 3 Intégration régionale, commerce & compétitivité durable
22	Programme 4 Transition énergétique & transition numérique
28	Programme 5 Capital & développement humains
32	Programme 6 Politique macroéconomique
36	Programme 7 Vulnérabilités, résilience & pays les moins avancés
41	Programme 8 Secteur privé & développement durable
46	IHEDD Institut des hautes études du développement durable
51	PCDI Pôle clermontois de développement international
52	I-Site CAP 20-25 & Alliance UCA
53	Équipe
56	Experts associés
58	Partenaires

Avant-propos

Les activités de la Ferdi se sont inscrites dans un contexte marqué par la montée des tensions géopolitiques et géoéconomiques, le recul du multilatéralisme, la forte rétraction du financement du développement international et l'accélération des effets de la numérisation. La Ferdi s'est attachée à identifier et analyser les multiples ruptures de l'ordre international et leurs conséquences sur les pays les plus pauvres et les plus vulnérables.

En 2025, la Ferdi s'est impliquée activement sur des sujets essentiels tels que la mesure et le traitement de la vulnérabilité, la mobilisation des ressources intérieures publiques l'allocation des ressources concessionnelles pour le développement et les biens publics mondiaux, la gestion des ressources naturelles et des minerais critiques. Elle a participé à la 4^e Conférence internationale des Nations unies sur le financement du développement à Séville, aux Assemblées annuelles du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale, ainsi qu'aux travaux du Forum de la Paix et de l'initiative du Pacte de Paris pour les peuples et la planète (4P), pour lesquels elle avait été invitée à collaborer. Ces engagements témoignent de sa détermination à défendre une vision réaliste et pertinente du développement international et de son financement.

2

La Ferdi a notamment développé ses recherches sur la vulnérabilité multidimensionnelle, la fiscalité (dépenses fiscales, fiscalité minière), ainsi que sur les défis et stratégies propres aux pays les moins avancés. Elle vise ainsi à produire des analyses fondées sur les résultats de la recherche et à nourrir le dialogue international, même dans un contexte incertain.

La Ferdi a également poursuivi l'extension de ses activités de renforcement des capacités, à travers la dissémination des produits de la recherche, considérant que « le savoir n'est pas qu'un patrimoine à transmettre mais aussi un bien commun à construire ».

Dans un monde en mutation rapide, la Ferdi reste fidèle à sa mission : éclairer les débats et contribuer, par la recherche, la formation et le plaidoyer, à un développement plus équitable et durable.

Patrick Guillaumont, Président de la Ferdi

Bruno Cabrillac, Directeur général de la Ferdi

Céline de Quatrebarbes, Directrice de l'IHEDD-Ferdi

Philippe Messéant, Directeur des relations internationales

Vianney Dequiedt, Directeur scientifique



Faits marquants 2025

- **La Ferdi et le GDN s'installent dans leurs nouveaux locaux** au 5^e étage. L'Agence française de développement (AFD) y occupe deux bureaux qu'inaugure son Directeur général en y réunissant les membres des conseils d'administration du Groupe AFD.
- **Poursuite du plaidoyer pour la prise en compte de la vulnérabilité dans l'allocation multilatérale** avec notamment un événement (Spring Meetings) associant Ferdi, Nations unies, administrateurs africains et français de la Banque mondiale, 4P, et la publication de l'ouvrage *Pour une utilisation efficace d'un indice de vulnérabilité multidimensionnelle dans le financement du développement*.
- **Rôle actif de la Ferdi dans les travaux préparatoires et les débats de la 4^e Conférence internationale des Nations unies sur le financement du développement (FfD4 – Séville)** avec l'organisation d'événements sur l'allocation des financements concessionnels, la mobilisation des ressources fiscales, la vulnérabilité des pays les moins avancés.
- Dans ce cadre et au-delà, **publications de travaux nouveaux sur les politiques fiscales** (dépenses fiscales, écarts fiscaux, fiscalité du numérique et des télécommunications).
- **Nouveaux travaux sur l'intégration régionale en Afrique en collaboration avec l'UEMOA** avec plusieurs rapports (potentiels fiscaux, transformation numérique, emploi des jeunes, vulnérabilité des économies de l'Union), ainsi qu'à travers le livre *Essays on Africa's Integration: Prospects and Challenges for Markets and Regional Public Goods*, par Jaime de Melo.
- **Publication du rapport** « L'UEMOA à la croisée des chemins en matière monétaire ? Une contribution à la réflexion sur son régime de change ».
- **Conférence internationale sur les minerais critiques** organisée avec l'*Oxford Review of Economic Policy* et consacrée aux enjeux géoéconomiques des ressources, stratégiques pour la transition énergétique et numérique.
- Dans le cadre du PCDI, **co-organisation de la conférence annuelle du GDN** sur la « Transformation numérique inclusive ».
- **Premier événement de type Chatham House** sur le thème « Les attaques de l'aide : raisons, réponses et perspectives ».
- **4^e Conférence internationale Banque de France-Ferdi-AFD** : « Le rôle du secteur financier dans la lutte contre le changement climatique en Afrique ».
- **Lancement d'une coopération avec la Caisse des dépôts** et l'avenir de ce modèle en Afrique.
- **Travaux sur les relations entre numérique et commerce international** publiés dans de grandes revues scientifiques.
- **La Revue d'économie du développement a rattrapé son retard** et voit sa production augmenter.
- **L'IHEDD a accueilli 1150 personnes dans ses 45 formations** et a diversifié ces dernières.

Diffusion & impact



Publications en 2025

En 2025, la Ferdi a poursuivi ses activités de diffusion scientifique avec **154 publications** :

- 2 ouvrages Ferdi
- 6 ouvrages et rapports
- 95 articles académiques ou contributions à ouvrages
- 22 documents de travail
- 11 notes brèves
- 18 articles de blog

Ces publications contribuent à nourrir le débat international sur les enjeux du développement durable et à diffuser les travaux de recherche soutenus par la fondation auprès d'un large public de décideurs, chercheurs et praticiens.

4



Conférences et ateliers

En 2025, la Ferdi a organisé ou coorganisé, et participé à **83 événements** scientifiques et de haut niveau, dont plusieurs conférences et rencontres internationales contribuant à renforcer sa visibilité et son influence, parmi lesquelles /

- **10 décembre 2025** | Webinaire : « Fragmentation géoéconomique et financement du développement » (en ligne)
- **26-27 novembre 2025** | Conférence internationale : « La ruée vers les minerais critiques » (Clermont-Ferrand)
- **3-5 novembre 2025** | Conférence internationale : Banque de France-Ferdi-AFD : « Le rôle du secteur financier dans la lutte contre le changement climatique en Afrique » (en ligne)
- **28-30 octobre 2025** | Global Development Conference (GDC 2025) : « Transformation numérique inclusive » (Clermont-Ferrand)
- **3 juillet 2025** | « Financements concessionnels en faveur des PMA : défis et perspectives dans le contexte actuel de crise » – session FfD4 (Séville)
- **2 juillet 2025** | « Mesurer et réduire les écarts fiscaux : questions clés pour une mobilisation efficace des ressources nationales dans les pays en développement » – session FfD4 (Séville)
- **1^{er} juillet 2025** | « Définir des règles d'allocation selon la nature des flux et les objectifs poursuivis » – session FfD4 (Séville)

- **17 juin 2025** | Lancement de la deuxième phase du Plan français d'investissement stratégique pour le développement (PISD II) (en ligne)
- **21 avril 2025** | «Utilisation d'un indice de vulnérabilité multidimensionnelle pour l'attribution des financements du développement» (Washington D.C.)
- **3 avril 2025** | LDC Future Forum 2025 : «Renforcer la résilience – des solutions innovantes pour consolider la capacité des PMA à faire face aux chocs systémiques» (Lusaka)
- **27 février 2025** | Sommet Finance in Common : événement parallèle «Pourquoi et comment utiliser un indice de vulnérabilité dans les formules d'allocation des fonds concessionnels des MDBS ? » (Le Cap et en ligne)
- **27 février 2025** | Sommet Finance in Common : événement parallèle «PDBs Analytics – Balancing public policy mandates with financial viability» (Le Cap)



Communication et diffusion

La Ferdi met à disposition en accès libre l'ensemble de ses publications, conférences, bases de données et indicateurs sur son site internet Ferdi, ainsi que sur plusieurs plateformes thématiques spécialisées, notamment :

- **Fiscalité minière** : www.fiscalite-miniере.ferdi.fr
- **Compétitivité durable** : www.competitivite.ferdi.fr

Ces contenus sont relayés à travers les lettres d'information mensuelles de la Fondation et ses réseaux sociaux (LinkedIn, X/Twitter, Facebook et BlueSky).

La Ferdi contribue également, en partenariat avec Investisseurs & Partenaires, au blog *Entreprenante Afrique*, dont le site a été entièrement repensé en 2025 afin d'offrir une expérience de lecture plus attractive.

Par ailleurs, un site internet dédié aux formations de l'IHEDD-Ferdi a été lancé en 2025 : ihedd.ferdi.fr

Enfin, une révision des données du site de l'Observatoire de la compétitivité durable a été engagée en 2025 et se poursuit en 2026.

5



Audience digitale

L'audience des outils numériques de la Ferdi montre l'intérêt pour ses travaux :

- **Site Ferdi** : 168 467 sessions (– 8,6 % par rapport à 2024)
- **LinkedIn** : 20 436 abonnés (+ 33 % par rapport à 2024)



Revue d'économie du développement

La *Revue d'économie du développement* est une revue d'analyse économique appliquée au développement et aux relations internationales, un lieu d'échanges scientifiques sur des thèmes économiques essentiels. Trimestrielle, elle est publiée par la Ferdi avec le concours de l'Agence française de développement (AFD).

Ses directeurs de publication sont :

- **Lisa Chauvet**, professeur, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne,
- **Patrick Plane**, directeur de recherche au CNRS, professeur associé, Université Clermont Auvergne,
- **Grégoire Rota-Graziosi**, professeur, Université Clermont Auvergne.



En ligne sur [cairn.info](https://www.cairn.info) :

- **2025/1**, varia (4 articles)
- **2025/2**, Institutions (5 articles)
- **2025/3-4**, numéro spécial AFEDEV (28 articles) [à paraître au printemps 2026]

Ce numéro spécial est composé de short papers sélectionnés suite à la conférence ICDE 2025 ayant eu lieu du 2 au 4 juillet à l'Université Paris Nanterre. Il est dirigé par Isabelle Rabaud, (Université d'Orléans, LÉO), ainsi qu'Éliane Badaoui (Université Paris Nanterre, EconomiX), Jalil Nordman (Institut de recherche pour le développement, LEDa-DIAL), Nouhoum Touré (Centre d'économie de la Sorbonne, Université Paris 1 Panthéon Sorbonne), Élodie Rossi (Université de Versailles Saint-Quentin en Yvelines, UMI Source) et Saïd Souam (Université Paris Nanterre, EconomiX).



Pour soumettre un manuscrit, les auteurs doivent impérativement respecter les consignes de rédaction et se rendre sur [Manuscript Manager](#), la plateforme de soumission de la revue.

Programmes & chaires

Les travaux de la Ferdi s'organisent autour de huit programmes de recherche couvrant les principales dimensions économiques du développement. Ces programmes associent chercheurs académiques, praticiens du développement et partenaires institutionnels dans une approche interdisciplinaire visant à produire des analyses appuyées sur la recherche et directement mobilisables par les décideurs publics.

En parallèle, la Fondation a mis en place des chaires dont la vocation est d'explorer, approfondir sous des angles variés des thématiques transversales en lien avec un ou plusieurs programmes de la Ferdi. Elles constituent des espaces de collaboration où travaillent ensemble des experts académiques, des praticiens issus d'institutions publiques ou internationales, ainsi que des représentants du secteur privé, provenant aussi bien des pays du Sud que du Nord.

Les programmes

- Programme 1 | Financement international du développement durable
- Programme 2 | Fiscalité pour le développement durable
- Programme 3 | Intégration régionale, commerce & compétitivité durable
- Programme 4 | Transition énergétique & transition numérique
- Programme 5 | Capital & développement humains
- Programme 6 | Politiques macroéconomiques
- Programme 7 | Vulnérabilités, résilience & pays les moins avancés
- Programme 8 | Secteur privé et développement durable

Les chaires

- Architecture internationale du financement du développement (AIFD)
- Investissement d'impact
- Numérique et politiques publiques
- Politiques de modernisation agricole en Afrique
- Gestion des ressources naturelles
- Sahel *[travaux temporairement suspendus]*

Financement international du développement durable



En 2025, la Ferdi a renforcé son rôle d'acteur **indépendant et référent** sur le financement international du développement. Dans un contexte mondial marqué par la fragmentation du système multilatéral, les tensions géopolitiques et la pression sur les budgets d'aide publique au développement, les pays pauvres et vulnérables font face à une combinaison inédite de défis : fragilités structurelles, crises climatiques et incertitudes sur les flux concessionnels.

Face à ces défis, la Ferdi se distingue par sa capacité à **transformer la recherche académique en outils opérationnels et recommandations concrètes**.

Le programme « Financement international du développement » éclaire les décisions des institutions financières et des bailleurs de fonds sur :

- l'efficacité et la complémentarité des instruments de financement ;
- l'intégration de la vulnérabilité multidimensionnelle dans les critères d'allocation ;
- la cohérence entre finance climat et développement durable ;
- la diversification et la mobilisation des sources de financement.

8

En 2025, ces travaux ont eu un impact sur les débats internationaux : FfD4, réunions du FMI et de la Banque mondiale, sommet Finance in Common et initiative du 4P. Ils ont donné lieu à des **collaborations stratégiques** avec les banques de développement, la Caisse des dépôts et consignations, les Nations unies et l'OCDE, illustrant la capacité de la Ferdi à transformer l'analyse en outils directement mobilisables.

CHAIRE AIFD

Penser l'architecture financière internationale

La chaire Architecture internationale du financement du développement (AIFD) constitue le **pôle de réflexion et de dialogue structurant** de la Ferdi. En 2025, ses travaux ont porté sur trois enjeux : vulnérabilité des pays, rôle des institutions financières nationales et avenir de l'aide publique au développement (APD).

Vulnérabilité et allocation des financements

La Ferdi propose de placer la vulnérabilité multidimensionnelle au cœur de l'allocation. Dans ce cadre, la collaboration avec la Banque interaméricaine de développement (BID) a permis de développer un outil d'évaluation rigoureux et transférable, incluant un cadre conceptuel, un indice dynamique et la formation des équipes partenaires.

Modèle des Caisses de dépôt et mobilisation des ressources nationales

Un axe de la chaire en 2025 a été l'analyse du modèle des Caisses de dépôt, menée pour le groupe Caisse des Dépôts et Consignations. L'étude met en lumière le rôle clé que ces institutions peuvent jouer dans la mobilisation de ressources privées nationales et dans le renforcement du financement du développement. La version finale a été présentée lors de la conférence annuelle du Forum à Nouakchott, constituant une référence pour les décideurs et praticiens.

Instruments de financement bilatéraux

Dans le cadre d'une étude confiée par ENABEL et le cabinet Technopolis, la Ferdi a analysé les familles d'instruments financiers et proposé des pistes pour étendre la palette d'intervention et renforcer l'impact des acteurs bilatéraux.

La Ferdi a organisé un atelier stratégique Chatham House avec le Global Development Network : « L'aide attaquée. Raison, réponses, avenir ». Les travaux issus de cet atelier ont permis de renouveler le narratif et les instruments de l'APD, s'appuyant sur des publications de référence telles que « The Big Beautiful Policy ».

Conférence internationale

Une contribution structurante à la FfD4

La Ferdi a joué un rôle actif lors de la **4^e Conférence internationale sur le financement du développement (FfD4)** à Séville. Elle a contribué aux travaux préparatoires, organisé et coanimé des sessions thématiques :

- **Définir des règles d'allocation selon la nature des flux et les objectifs poursuivis** avec la République de Guinée.
- **Mesurer et réduire les écarts fiscaux** : questions clés pour une mobilisation efficace des ressources nationales dans les pays en développement (avec la Commission de l'UEMOA).
- **Financements concessionnels en faveur des pays les moins avancés** : défis et perspectives dans le contexte actuel de crise (avec Bénin, Haïti, OCDE, UNU-WIDER, OHRLLS).

En parallèle, la Ferdi a participé à des événements officiels et des tables rondes, notamment avec l'AFD, le gouvernement d'Espagne, l'OCDE, la CNUCED et la SEGIB, le G20-FICS.

La Ferdi a également participé aux **réunions préparatoires du FfD4** à New York, notamment celle du **10 février 2025** avec l'allocation de Patrick Guillaumont : « Faire progresser l'indice de vulnérabilité multidimensionnelle : voies pratiques pour intégrer la vulnérabilité dans le financement du développement des pays vulnérables ».

ÉTUDE**Rôle des banques de développement**

La Ferdi analyse le potentiel des banques de développement en tant qu'acteurs stables et à long terme pour le financement du développement ainsi que la complémentarité entre banques multilatérales et banques nationales.

Les livrables visent à combiner rigueur analytique et applicabilité pratique, de façon à faciliter les décisions des institutions partenaires.

En 2025 :

- Une base de données actualisée sur les banques et institutions de financement du développement en partenariat avec l'AFD et l'Université de Pékin.
- Un profil financier des banques nationales présenté à la conférence Finance in Common (Le Cap, février).
- Une étude sur les soutiens multilatéraux aux banques nationales pour le FiCS avec le soutien financier d'IDFC. Présentée lors de la conférence Finance en Commun et à la 4^e conférence internationale des Nations unies sur le financement du développement en juillet à Séville. A également fait l'objet d'un blog sur le site *The Conversation*.

10

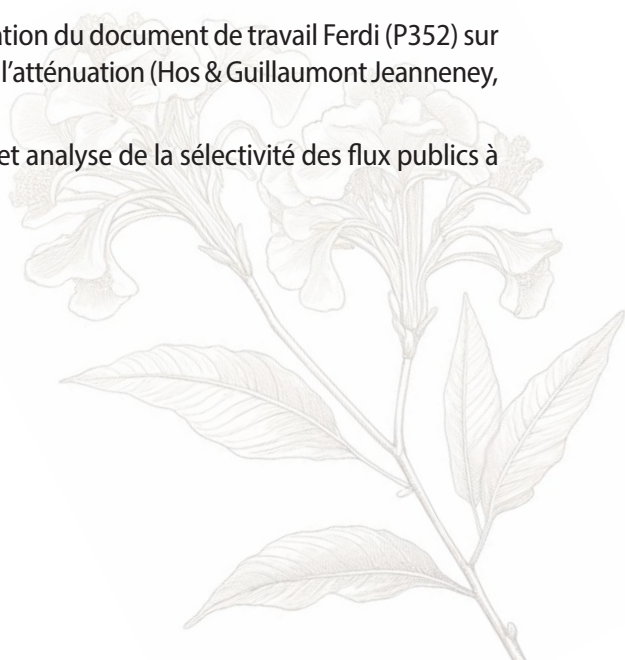
ÉTUDE**Finance climat**

La Ferdi étudie les interactions entre finance, climat et APD, en particulier :

- Les distorsions dans l'allocation des flux d'atténuation, favorisant les pays plus avancés et moins vulnérables.
- L'insuffisante orientation des financements d'adaptation vers les pays les plus exposés.

En 2025 :

- Réunion Chatham House, le 8 avril, à l'AFD : présentation du document de travail Ferdi (P352) sur les effets de distorsion du financement bilatéral pour l'atténuation (Hos & Guillaumont Jeanneney, 2025).
- Banque de données sur les flux d'adaptation (Hos) et analyse de la sélectivité des flux publics à cet égard (S. Feindouno et contrat AFD).





Parmi les publications

- **Boussichas M., Cabrillac B., Pugnet C.** (2025) « Comment la fermeture de l'USAID va affecter l'allocation de l'APD mondiale ? », *Ferdi Note brève* B284.
- **Guillaumont P.** (2025) « À propos des récentes attaques de la politique française de coopération », *Ferdi Note brève* B287.
- **Hos T., Guillaumont Jeanneney S., Pugnet C.** (2025) « La finance internationale pour l'adaptation au changement climatique face aux besoins des pays en développement », *Ferdi Document de travail* P362.
- **Léon F., Cappicot J., Dramé D., Vincent M., Rabary S., Sanogo D.** (2025) « Mapping Financial Support from Major MDBs to Public Development Banks », *Rapport Ferdi*, 40 p.
- **Léon F., Dramé D.** (2025) « Le rôle des Caisses de dépôt dans la mobilisation des ressources privées nationales », *Rapport Ferdi*, 120 p.
- **Severino J.-M.** (2025) « The Big Beautiful Policy », *Ferdi Document de travail* P360.



Parmi les événements

- **2-3 décembre 2025, Nouakchott | 8^e conférence du Forum des Caisses de dépôt.** Florian Léon, chargé de recherche à la Ferdi, a présenté le rapport « Le rôle des Caisses de dépôt dans la mobilisation des ressources privées nationales pour le financement du développement » co-écrit avec Djeneba Dramé (EconomiX, Université Paris Nanterre).
- **9 octobre 2025, Paris | Atelier de haut niveau sur les critiques de l'aide publique au développement (APD).** Organisé par la Ferdi et le GDN, animé par Masood Ahmed, Président émérite du CGDev et Senior Fellow de la Ferdi (atelier Chatham House). Les échanges ont permis d'identifier des pistes de réponse et de réfléchir au renouvellement du narratif, des instruments et de l'impact de l'APD, à partir de travaux de recherche et de retours d'expérience.
- **3 avril 2025, Lusaka | 3^e LDC Future Forum.** Co-organisation par la Ferdi, l'OCDE et UNU-WIDER de la table ronde sur le suivi et la mise en œuvre du Programme d'action de Doha (DPoA).
- **26-28 février 2025, Le Cap | Sommet Finance in Common.** Organisation de deux événements parallèles : « Les banques publiques de développement : concilier mandats de politique publique et viabilité financière » (avec l'Université de Pékin et l'AFD) et « Pourquoi et comment utiliser un indice de vulnérabilité dans les formules d'allocation des fonds concessionnels des banques multilatérales de développement ? ». Participation à la session du Global Research Network consacrée au rôle des banques publiques de développement dans le financement du développement.



Médias

- **TF1 | 14 novembre 2025.** « Un investissement gagnant-gagnant » : faut-il réduire l'aide publique au développement ? », interview de Matthieu Boussichas (Ferd).
En ligne : www.tf1info.fr/economie
- **The Conversation | 18 août 2025.** « Les banques nationales de développement sont indispensables au financement du développement », article de blog de Florian Léon.
En ligne : www.theconversation.com
- **Africaguinee | 3 juillet 2025.** « L'écho de la Guinée à Séville : Mourana Soumah éclaire sur les financements concessionnels ». Référence à la session parallèle de la Ferdi organisée au FfD4 : « Définir des règles d'allocation selon la nature des flux et les objectifs poursuivis ».
En ligne : www.africaguinee.com
- **Arte, 28 minutes | 2 juillet 2025.** « Appels à l'aide », émission sur l'aide au développement avec interview de Jean-Michel Severino.
En ligne : www.arte.tv
- **Institut Montaigne | 18 mars 2025.** Interview de Bruno Cabrillac sur l'« Aide publique au développement : polémiques et perspectives ».
En ligne : www.institutmontaigne.org

12



3 juillet 2025, Séville | Session FdD4
« Financements concessionnels en faveur des PMA : défis et perspectives dans le contexte actuel de crise ».
De gauche à droite : Lok Bahadur Thapa, Ketleen Florestal, Patrick Guillaumont, Kunal Sen et Abdoul Salam Bello.

2 juillet 2025, Séville | Session FdD4
« Mesurer et réduire les écarts fiscaux : Questions clés pour une mobilisation efficace des ressources nationales dans les pays en développement ». De gauche à droite : Shanti Bobin, Jean Tchoffo, Vitor Gaspar, Grégoire Rota-Graziosi et Bruno Cabrillac.





Fiscalité pour le développement durable

Dans un contexte de contraction de l'aide internationale, d'endettement accru et de besoins croissants liés aux transitions climatiques et sociales, la mobilisation des ressources intérieures est devenue un instrument central du financement du développement durable.

La Ferdi s'affirme comme un acteur de référence en matière d'analyse fiscale appliquée aux pays en développement. Elle combine recherche académique, appui aux réformes et production d'outils opérationnels au service des décideurs, notamment sur les potentiels fiscaux, la fiscalité sectorielle (mines, télécommunications), la fiscalité environnementale, la mesure de l'effort fiscal.

COLLABORATIONS

Mobilisation des ressources intérieures publiques (MRIP)

La Ferdi joue un rôle d'appui scientifique au sein de la **Plateforme française pour la mobilisation des ressources intérieures publiques (MRIP)**. Elle contribue aux réflexions et à la stratégie de la plateforme **et participe à son rayonnement**, par l'organisation de webinaires sur des thématiques fiscales réunissant des acteurs de la MRIP, du Nord et du Sud.

Cette plateforme, qui regroupe le Ministère de l'Europe et des affaires étrangères, le Ministère de l'Économie, des Finances et de la Souveraineté industrielle et numérique, l'Agence française de développement, Expertise France et la Ferdi, s'inscrit dans la mise en œuvre du Plan français d'investissement stratégique pour le développement (PISD).

La Ferdi a contribué aux échanges stratégiques de la plateforme **ainsi qu'au suivi des projets financés par le PISD**. Elle a également participé à la préparation des livrables relatifs à la mobilisation des ressources intérieures dans le cadre de la présidence française du G7, notamment en prenant part aux consultations d'experts sur le sujet.

En 2025 :

- **Contribution au projet d'appui à la gestion des finances publiques et à la mobilisation des ressources domestiques en Algérie (PAGFAL)**, mis en œuvre par Expertise France. Cette intervention, conduite entre octobre 2025 et janvier 2026, a porté sur la mise en place du portail de déclaration des impôts et taxes applicables aux activités d'hydrocarbures amont, dans le cadre de la réforme engagée par les autorités algériennes.
- **Lancement du PISD II (17 juin 2025)** : organisation du webinaire de lancement mettant en avant la priorité accordée à la MRIP dans la politique française de partenariats internationaux. Le PISD II vise notamment à soutenir l'élargissement de la base fiscale et la modernisation des administra-

tions fiscales et douanières, avec un focus sur l'Afrique subsaharienne. L'événement a également mis en lumière des actions concrètes financées par le plan, notamment en Mauritanie et au Bénin.

- **Conférence FfD4 (2 juillet 2025, Séville)** : organisation d'une session parallèle consacrée à la mesure des écarts fiscaux, mettant en lumière les enjeux méthodologiques et politiques liés à l'identification du potentiel fiscal inexploité.
- **Webinaire international (28 avril 2025)** : organisation d'un webinaire sur la régulation des prix et les subventions dans les pays pauvres, réunissant administrations africaines, FMI et Direction générale du Trésor.
- **Contribution aux travaux préparatoires relatifs à la mobilisation des ressources intérieures** dans le cadre de la présidence française du G7.

Estimation des potentiels fiscaux des pays de l'UEMOA

Dans le cadre de son partenariat avec la Commission de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA), la Ferdi a poursuivi un travail approfondi d'estimation des potentiels fiscaux et d'analyse des écarts de recettes. Ces travaux contribuent à renforcer la transparence budgétaire et les capacités de pilotage fiscal dans l'espace communautaire.

En 2025 :

- Publication d'un **second rapport régional** intégrant l'analyse des dépenses fiscales et des impôts harmonisés par directives communautaires.
- **Présentation et valorisation internationale des travaux** de la Ferdi : événement parallèle organisé à Séville en marge du FfD4, conférence annuelle du Centre de rencontres et d'études des dirigeants des administrations fiscales (CREDAF) à Kinshasa, atelier de réflexion Prospective Afrique de l'Ouest 2040.
- Intégration des résultats dans le **rapport de coopération monétaire 2024 de la Banque de France**.

OUTIL DE SIMULATION

Partage de la rente minière en Afrique

Dans un contexte de forte volatilité des prix des matières premières, le partage équitable de la rente entre États et investisseurs est un enjeu central pour les trajectoires de développement. La Ferdi accompagne le renforcement des capacités des administrations, notamment à travers son outil en ligne de simulation de la rente minière dans le secteur aurifère africain et les formations spécialisées proposées par son institut (IHEDD) sur les mécanismes de partage de rente.

En 2025 :

- Poursuite de la diffusion de l'**outil de simulation de rente minière** (secteur aurifère africain).
- **Cinq formations spécialisées dispensées par l'IHEDD** sur les mécanismes de partage de rente.

ÉTUDES

Fiscalité des télécoms

Le développement rapide du numérique en Afrique soulève des enjeux fiscaux complexes, à l'intersection de la mobilisation des recettes publiques et de l'inclusion économique. La Ferdi poursuit une analyse approfondie de la charge fiscale effective des opérateurs de téléphonie mobile.

En 2025 :

- Consolidation des analyses empiriques sur la **charge fiscale effective des opérateurs mobiles**.
- Enrichissement des fiches pays et des outils de visualisation, avec le **lancement du site [telecom.ferdi.fr](https://ferdi.fr)**.
- Présentation des résultats à la **conférence annuelle du Global Development Network**.
- **Analyse exploratoire** d'une fiscalité « vertueuse » du secteur, articulant rendement fiscal et développement du marché.

Subvention et dépenses fiscales relatives aux biens dont les prix sont régulés ou administrés

Dans de nombreux pays en développement, la régulation des prix des biens essentiels ou sensibles génère des subventions explicites ou implicites dont l'ampleur et la structure restent souvent mal documentées. La Ferdi a développé une approche analytique fine des systèmes de régulation des prix en commençant par les produits pétroliers et les structures de leurs prix généralement déterminés par arrêtés ou décrets.

En 2025 :

- **Constitution d'une base de données internationale** sur les structures de prix et les prélèvements fiscaux des carburants *[en cours]*.
- **Analyse de l'impact des politiques de tarification du carbone sur les prix des carburants**. En fournissant une cartographie détaillée des prélèvements fiscaux, cette base de données soutient les décideurs dans la conception de politiques climatiques équitables et adaptées aux spécificités économiques et fiscales des pays africains.

Effort fiscal

La mesure de l'effort fiscal, outil alternatif à la mesure du taux de pression fiscale largement utilisé par les institutions internationale ou régionale, constitue un axe important des travaux de la Ferdi. L'indicateur d'effort fiscal permet d'apprécier les recettes collectées au regard des capacités économiques réelles des pays.

En 2025 :

- **Actualisation et extension de la méthodologie** de l'effort fiscal.
- **Perspectives de collaboration** avec le Fonds monétaire international et UNU-WIDER.



ÉTUDE

Taxation internationale

La Ferdi a continué à valoriser en 2025 ses travaux élaborés en 2024 sur la taxation internationale du carbone et en particulier sur les potentiels effets d'une taxe sur le carburant maritime.

**Parmi les publications**

- **Bamba D., Dama A. A., Rota-Graziosi G. (2025)** « Effective Tax Burden on Mobile Network Operators in Africa », Ferdi *Document de travail* P348, février.

**Parmi les événements**

- **28 octobre 2025, Clermont-Ferrand | Global Development Conference (GDC 2025).** Dans le cadre de la conférence internationale organisée par le Global Development Network sur le thème de la transformation numérique, la Ferdi a organisé le panel « Politique fiscale pour le secteur du numérique et des télécommunications dans les pays en développement », avec la participation d'Alou Adessé Dama (Ferd) et de Grégoire Rota-Graziosi (Cerd, UCA, CNRS, Ferdi).
- **2 juillet 2025, Séville | 4^e Conférence internationale sur le financement du développement (FfD4).** Dans le cadre de cette conférence internationale consacrée au financement du développement, la Ferdi a organisé et participé à un side event intitulé « Tax Gaps », consacré aux enjeux de mobilisation des ressources fiscales dans les pays en développement.

**Médias**

- **Jeune Afrique | 1^{er} septembre 2025.** « Marché carbone, taxation, mines... 10 paris économiques pour transformer l'Afrique en dix ans », reprise de l'article « The Value-Added Tax Paradox in Resource-Dependent Economies ».
En ligne : www.jeuneafrique.com
- **VoxEu CEPR | 30 juin 2025.** « The Value Added Tax Paradox in Resource-Dependent Economies », article co-écrit par Rabah Arezki, Frederick van der Ploeg, Grégoire Rota-Graziosi et Dao Le-Van.
En ligne : www.cepr.org



Intégration régionale, commerce & compétitivité durable

Ce programme analyse les déterminants macroéconomiques et sectoriels de l'intégration régionale, de la compétitivité et de la transformation productive en Afrique, en articulation étroite avec les organisations régionales partenaires (UEMOA, CEMAC).

PARTENARIAT

Commission de l'UEMOA (2023-2025)

Faisant suite aux résultats concluants des précédents partenariats (conventions en 2014 et 2018), une troisième convention a été signée début 2023 pour 2023-2025. Elle s'articule autour de cinq axes structurants :

Potentiels fiscaux et écarts fiscaux

La Ferdi a développé une méthodologie d'estimation des potentiels et écarts fiscaux applicable aux principaux impôts de l'Union. L'objectif est l'appropriation par la Commission d'un processus régulier d'élaboration d'un rapport annuel sur les écarts fiscaux (voir Programme 2 | Fiscalité et développement).

Suivi de la vulnérabilité

La Ferdi met à disposition de la Commission des indices originaux de suivi de la vulnérabilité pour l'ensemble des pays de l'Union. La Ferdi collabore étroitement avec le Département des Politiques Économiques et de la Fiscalité Intérieure (DPE) de la Commission pour élaborer des profils de vulnérabilité et permettre à la Commission de s'approprier cette méthodologie.

Économie numérique et transformation rurale

La Ferdi a produit en 2025 un second rapport intitulé « Nouvelles dynamiques autour de l'économie numérique : la numérisation au service de l'emploi agricole et de la transformation rurale » (voir encadré ci-après).

Politiques de modernisation agricole

La Ferdi a finalisé en 2025 ses travaux relatifs au financement de l'entrepreneuriat agricole, de l'assurance et risques climatiques dans le secteur agricole, et de la sécurité et l'autosuffisance alimentaires, ainsi que sur le développement de chaînes de valeur agricoles dans l'UEMOA (voir Programme 8 | Secteur privé et développement durable, chaire Politiques de modernisation agricole en Afrique).

Emploi des jeunes

La question de l'insertion des jeunes sur le marché de l'emploi est un défi majeur de politique publique. La Ferdi a produit un rapport sur l'emploi des jeunes en milieu rural dans l'UEMOA. Ce rapport explore notamment les déterminants de l'emploi des jeunes dans l'agriculture (accès à la terre, aux services financiers, aux marchés, à la vulgarisation agricole et aux compétences), à l'emploi rural non agricole et au travail de soins non rémunéré. Un second rapport, sur l'investissement d'impact et l'employabilité des jeunes dans l'UEMOA s'intéresse au rôle de l'investissement d'impact dans l'activité économique à destination des jeunes et dans le secteur de l'éducation.



Publication

Nouvelles dynamiques autour de l'économie numérique : la numérisation au service de l'emploi agricole et de la transformation rurale

Joël Cariolle, David Caroll II

Ce rapport analyse comment la numérisation, et en particulier la connectivité mobile, peut soutenir l'emploi agricole et la transformation rurale en Afrique de l'Ouest. S'appuyant notamment sur les données d'enquêtes EHCVM 2018-2019 couvrant l'ensemble de l'espace UEMOA, l'étude examine les effets de la couverture mobile sur l'intégration des marchés du travail agricole (réduction des écarts et de la dispersion des salaires), l'organisation du travail au sein des exploitations (substitution partielle du travail familial par du travail

rémunéré) et la modernisation des pratiques agricoles (investissements en équipements, mécanisation, adoption d'intrants modernes, recomposition des choix cultureux). Le rapport met également en avant une diversification des revenus vers des activités non agricoles et une amélioration des conditions de commercialisation, suggérant que les ménages connectés tendent à « produire moins, cultiver mieux et vendre mieux », faisant de la connectivité un levier structurant de transformation rurale et d'intégration des marchés.

Référence : Cariolle J., Caroll II D. (2025) « Nouvelles dynamiques autour de l'économie numérique : la digitalisation au service des marchés et des ménages agricoles dans l'UEMOA », Rapport Ferdi, 68 p.

PARTENARIAT

Commission de la CEMAC

Une nouvelle convention (2023-2024), prolongée jusqu'en 2026, structure la coopération avec la CEMAC autour de trois axes.

Observatoire du climat des affaires

Après avoir appuyé la définition des indicateurs et le dispositif opérationnel de l'Observatoire, la Ferdi a finalisé en 2025 un rapport sur la chaîne de valeur du bois et la Zone économique à régime privilégié de Nkok (Gabon).

Surveillance multilatérale et fonds de stabilisation

La Ferdi accompagne la réflexion sur la création d'un fonds multilatéral de stabilisation destiné à lisser l'usage des recettes pétrolières et renforcer la contracyclicité des politiques budgétaires dans la sous-région. Un premier livrable s'intéresse au contexte juridique et monétaire propre à l'UMAC, à l'architecture institutionnelle, à la gestion opérationnelle et aux options de transition et d'évolution d'un tel fonds afin de mieux protéger les économies de la CEMAC face à la volatilité des cours du pétrole.

Université d'excellence communautaire

À la suite d'une étude de faisabilité conduite précédemment, la Ferdi a proposé plusieurs modèles économiques applicables pour le pilotage institutionnel de l'Université Afro-américaine d'Afrique Centrale (AAUCA), en vue de finaliser la phase préparatoire du Pôle d'Excellence Communautaire (PEC).

19

OBSERVATOIRE

Compétitivité durable (OCD)

L'OCD met à disposition une base de données macroéconomique structurée autour de trois blocs : compétitivité-prix (taux de change nominal, réel, interne) ; déterminants macroéconomiques (infrastructures, capital humain, géographie, démographie, etc.) ; compétitivité révélée (parts de marché à l'exportation).

En 2025 :

- Mise à jour et restructuration des données.
- Rédaction des manuels méthodologiques [*publication prévue en 2026*].
- Refonte du site internet [*en cours*].

ÉTUDE

Taux de change et les chaînes de valeur

En 2025, les travaux de Patrick Plane (Certi, UCA, Ferdi) approfondissent le rôle du taux de change réel dans la compétitivité extérieure des pays en développement, en distinguant ses effets sur la participation aux chaînes de valeur mondiales et sur la dynamique des exportations africaines.

- Un premier article, à paraître dans la *Review of World Economics* (« Unravelling the Nexus Between Exchange Rate Undervaluation and Global Value Chains Participation », avec M. Abdou, C. Zaki et I. Elbadawi), suggère à partir des données EORA couvrant 143 pays (1995-2018), que la sous-évaluation du taux de change favorise la participation en amont et en aval aux chaînes de valeur mondiales. Cet effet est renforcé par la numérisation et joue un rôle compensatoire dans les contextes institutionnels fragiles.
- Un second article, publié dans *The World Economy* (2025) (*Exchange rate undervaluation and African surges*, avec C. Da Piedade et L. Jacolin), identifie 96 épisodes d'accélération des exportations dans 41 pays africains (1995-2017). Les résultats font apparaître qu'une sous-évaluation spécifique à un produit accroît significativement la probabilité d'une accélération des exportations.

Ces travaux apportent un éclairage renouvelé sur les interactions entre politiques de change, insertion dans les chaînes de valeur et transformation productive, en soulignant le rôle des institutions et de la numérisation comme facteurs d'amplification.

Publication

L'Afrique face au défi de son intégration économique

Jaime de Melo

En 2025, Jaime de Melo (Université de Genève, Ferdi) a publié un ouvrage dans la collection Ferdi consacré aux dynamiques, aux limites et aux perspectives de l'intégration régionale en Afrique. S'appuyant sur des analyses menées entre le lancement de l'Agenda 2063 (The Africa We Want) et celui de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf), l'auteur examine les conditions économiques nécessaires à la viabilité des projets d'intégration.

L'ouvrage met en évidence les contraintes structurelles qui freinent la transformation productive – désindustrialisation, coûts du travail élevés relativement aux niveaux de revenu, faiblesse

des secteurs non échangeables – ainsi que les choix institutionnels et opérationnels auxquels sont confrontés les projets d'intégration (règles d'origine, facilitation des échanges, gestion des disparités entre pays).

Il plaide pour une intégration pragmatique, fondée sur la production de biens publics régionaux – infrastructures, énergie, transport, santé – condition essentielle à un approfondissement durable des marchés africains.



Référence : de Melo J. (2025) *Essays on Africa's Integration: Prospects and Challenges for Markets and Regional Public Goods*, Ferdi, 128 p.



Parmi les publications

- **Cabrillac B., Guillaumont P., Guillaumont Jeanneney S., Severino J.-M.** (2025) « L'UEMOA à la croisée des chemins en matière monétaire ? Une contribution à la réflexion sur son régime de change », *Ferdi Document de travail* P346, janvier.
- **de Melo J.** (2025) « The Long Road to Cooperation and Integration Across Africa », *Ferdi Note brève* B285, août.
- **Mien É.** (2025) « Les mésalignements du taux de change réel : théories, mesures et implications pour les pays en développement », *Ferdi Document de travail* P349, février.
- **Plane P.** (2025) « L'Afrique dans son rapport à la Chine : un partenariat générateur de surendettement », *Ferdi Document de travail* P363, décembre.



Parmi les événements

- **17-19 novembre 2025, Barcelone | Session commémorative des 20 ans du Forum euro-méditerranéen des instituts de sciences économiques (FEMISE).** Patrick Plane est intervenu lors d'une table ronde consacrée à deux décennies d'impact et de vision du réseau FEMISE, avec une communication intitulée « FEMISE et la pluridisciplinarité ».
- **8-10 juillet 2025, Douala | Atelier de restitution des indicateurs de l'Observatoire du climat des affaires de la CEMAC.** Patrick Plane (Ferdi, Cerdi-CNRS-UCA) a présenté ses travaux consacrés à l'amélioration des indicateurs de l'Observatoire, en présence de Nicolas Beyeme Nguema, commissaire en charge du Département des politiques économiques, monétaires et financières (DPEMF) et de Jovin Ange Iwangou, directeur des études économiques de la CEMAC.

21



Médias

- **OECD Development Matters | 2 octobre 2025.** « A New Start for Africa's Special Economic Zones? », par Julien Gourdon (OCDE, Senior Fellow Ferdi), Simon Azuélou (AFD).
En ligne : www.oecd.org
- **VoxDev | 28 août 2025.** « Bridging the Digital Divide », par Joël Cariolle (Ferdi), Jaime de Melo (Ferdi, Université de Genève), Michele Imbruno (Sapienza University of Rome et Nottingham Centre for Research on Globalisation and Economic Policy).
En ligne : www.voxdev.org
- L'article de blog de Jaime de Melo, Zakaria Sorgho (Centre africain pour le commerce international et le développement, Senior Fellow Ferdi) et Laurent Wagner (Ferdi) publié en 2024 sur VoxEu/CEPR, « Implementing the Trade Facilitation Agreement Should Boost Trade Among African Continental Free Trade Area Members » figure **parmi les 10 articles les plus consultés du *Journal of African Economies* (JAE) en 2025.**

Transition énergétique & transition numérique



Les transformations technologiques et énergétiques constituent aujourd'hui des déterminants majeurs des trajectoires de développement. Les pays en développement sont confrontés à un double défi : accélérer leur accès aux infrastructures énergétiques et numériques tout en participant à la transition vers des modèles de croissance plus durables.

Dans ce contexte, les travaux menés par la Ferdi en 2025 dans le cadre du programme « Transition énergétique et transformations numériques » ont porté sur plusieurs dimensions complémentaires : l'accès à l'électricité dans les zones rurales, la gouvernance des ressources naturelles – en particulier des minerais critiques – et les transformations économiques et sociales liées à la diffusion des technologies numériques. Ces recherches ont combiné production académique, diffusion des connaissances, formation et participation aux débats internationaux.

CHAIRE

Gestion des ressources naturelles

Créée en 2023 et animée par Rabah Arezki, la chaire Gestion des ressources naturelles vise à renforcer la réflexion sur la gouvernance des ressources naturelles et sur les enjeux économiques, environnementaux et géopolitiques liés à leur exploitation. Elle s'appuie sur une collaboration étroite entre la Ferdi et le Cerd.

Les travaux de la chaire portent en particulier sur les minerais critiques, dont l'importance stratégique s'est accrue avec les transitions énergétique et numérique, ainsi que sur les conditions permettant aux pays riches en ressources naturelles de transformer cette richesse en levier de développement durable.

En 2025 :

- **Publication d'analyses sur la gouvernance des ressources naturelles et les minerais critiques**, notamment l'article « The Extractive Resource Curse Revisited: Absolute Versus Relative De-Industrialization in Africa » publié dans la revue *Review of Development Economics*, qui revisite la question de la « malédiction des ressources » en Afrique.
- **Publication de travaux sur les enjeux géopolitiques et institutionnels liés aux minerais critiques**, dont l'article « Superpowers Want to Control Critical Mineral Supplies – Local Communities Need a Stronger Say » publié dans *Nature*, qui met en lumière les tensions internationales autour de ces ressources et souligne la nécessité d'une meilleure prise en compte des communautés locales.
- **Publication du policy brief « Escaping the Critical Minerals Curse » par le CEPR**, qui analyse les conditions permettant aux pays riches en ressources naturelles de transformer cette richesse en opportunité de développement durable et d'industrialisation.

- **Organisation à Clermont-Ferrand d'une conférence internationale intitulée « La ruée vers les minerais critiques »** (voir encadré ci-dessous).
- **Organisation d'un parcours de formations par l'IHEDD consacré à la fiscalité extractive et au partage de la rente**, visant à renforcer les capacités des administrations publiques et des experts impliqués dans la gestion des ressources naturelles.
- **Contribution au rapport de l'African Legal Support Facility (2025).** « Réinventer le partenariat minier en Afrique. Cadre, enjeux et mise en œuvre des contrats de partage de production », 165 p.
- **Participation des chercheurs de la chaire à plusieurs conférences et initiatives internationales** consacrées à la gouvernance des industries extractives et aux politiques publiques liées à l'exploitation des ressources naturelles.

Conférence internationale

La ruée vers les minerais critiques

📍 Clermont-Ferrand, 26-27 nov. 2025

Les 26 et 27 novembre 2025, la Ferdi, le Cerd, et la revue *Oxford Review of Economic Policy*, en collaboration avec l'Université d'Oxford, ont organisé une conférence internationale consacrée à la ruée mondiale vers les minerais critiques. Réunissant chercheurs, décideurs publics, organisations internationales et acteurs du secteur privé, l'événement a permis d'examiner les enjeux économiques, géopolitiques et environnementaux liés à l'essor de la demande pour ces ressources stratégiques, essentielles à la transition énergétique. Les discussions ont porté notamment sur la sécurisation des chaînes d'approvisionnement, la gouvernance et la fiscalité des ressources, ainsi que les conditions permettant aux pays riches en minerais – en particulier dans les pays du Sud – de tirer un bénéfice durable et équitable de leur exploitation. La conférence a également contribué à la préparation d'un numéro spécial de l'*Oxford Review of Economic Policy* consacré à ces enjeux.



CHAIRE

Numérique & politiques publiques

En 2025, la chaire Numérique et politiques publiques a poursuivi et structuré ses recherches sur les transformations économiques et sociales liées à la diffusion des technologies numériques dans les pays en développement, en particulier en Afrique. Les travaux se sont organisés autour de plusieurs axes thématiques, notamment les complémentarités entre infrastructures numériques, les dynamiques de changement structurel liées à la numérisation et les nouvelles formes de vulnérabilité numérique.

Les recherches ont accordé une attention particulière au rôle des infrastructures de connectivité – notamment les câbles sous-marins – dans l'accès aux services numériques, l'intégration des économies aux marchés internationaux et la transformation des activités productives.

En 2025 :

- **Publication dans le *Journal of Development Economics*** de l'article « Digital connectivity and firm participation in foreign markets: An exporter-based bilateral analysis ». Ce travail explore les effets du déploiement bilatéral des câbles sous-marins sur la participation des firmes à l'exportation.
- **Analyse du rôle des infrastructures de connectivité dans l'accès à Internet** à travers le document de travail de Joël Cariolle « The Impact of Submarine Cables on Internet Access Price, and the Role of Competition and Regulation », qui met en évidence l'importance de la concurrence et de la régulation pour que les gains d'infrastructures se traduisent en amélioration effective de l'accès et en baisse des coûts pour les utilisateurs.
- **Production d'un second rapport dans le cadre du partenariat avec la Commission de l'UEMOA**, intitulé « Nouvelles dynamiques autour de l'économie numérique : la numérisation au service de l'emploi agricole et de la transformation rurale dans l'UEMOA ». Ce rapport analyse comment la diffusion de la connectivité mobile contribue à l'intégration des marchés du travail agricoles, à la modernisation des exploitations et à la diversification des sources de revenus des ménages ruraux.
- **Publication du rapport « L'identification numérique en Afrique : entre promesses d'inclusion et risques d'exclusion »**, réalisé par Joël Cariolle et Léa Quilici avec le soutien de l'entreprise Be-Ys, qui examine le potentiel des systèmes d'identification numérique pour faciliter l'accès aux services publics et financiers tout en soulignant les enjeux d'inclusion et de protection des données.
- **Contribution de Joël Cariolle à un rapport de l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI/WIPO)** consacré aux impacts de la connectivité dans les pays en développement, accompagnée d'un document de travail analysant les transformations numériques des économies en développement.
- **Contribution à la conférence internationale Global Development Conference (GDC 2025)** portant cette année sur la transformation numérique inclusive (voir encadré ci-après).
- **Diffusion des travaux de la chaire dans de nombreux espaces académiques et institutionnels**, à travers des conférences internationales et séminaires de recherche.

Conférence internationale

Global Development Conference 2025

📍 Clermont-Ferrand, 28-30 oct. 2025

Du 28 au 30 octobre 2025, la Ferdi a contribué à l'organisation de la Conférence internationale sur le développement (Global Development Conference – GDC 2025), organisée à Clermont-Ferrand par le Global Development Network (GDN) en partenariat avec le Cerdi dans le cadre du Pôle clermontois de développement international (PCDI). Consacrée au thème «Transformation numérique inclusive: impacts sociaux et innovations technologiques», la conférence a réuni chercheurs, décideurs publics et acteurs du développement autour des enjeux sociaux et économiques de la transformation numérique. La Ferdi y a organisé plusieurs sessions et activités, notamment sur la fiscalité du secteur numérique dans les pays en développement, le rôle des infrastructures publiques numériques dans l'inclusion économique et sociale, ainsi qu'un atelier sur l'usage de l'intelligence artificielle dans les administrations publiques. À travers ces contributions scientifiques et ces initiatives de dialogue, la Ferdi a contribué à nourrir les réflexions sur les politiques publiques favorisant une transformation numérique inclusive et durable.



PROJET

Accès à l'électricité et développement

La Ferdi a poursuivi son partenariat avec l'ONG Électriciens sans frontières dans le cadre du projet « Cafés Lumière », visant à développer des mini-réseaux électriques dans les zones rurales.

L'évaluation de ce projet, menée à partir d'une approche combinant essais contrôlés randomisés et utilisation de données satellitaires de luminosité nocturne, met en évidence des effets positifs sur l'accès domestique à l'électricité, l'usage des téléphones mobiles et certains indicateurs de santé. Ces résultats contribuent à éclairer les débats sur les politiques d'électrification rurale dans les pays en développement.



Parmi les publications

- **Bouterige Y., Awa Muguma Y., Laporte B.** (2025). « Le projet pétrolier Sangomar : quel partage de rente en attendre pour le Sénégal ? », *Ferdi Document de travail* P359, octobre.
- **Cariolle J., Imbruno M., Melo J.** (2025) « Digital Connectivity and Firm Participation in Foreign Markets: An exporter-Based Bilateral Analysis », *Journal of Development Economics*, vol. 177, October 2025, 103551
- **Goujon M., Mien É.** (2025) « The Extractive Resource Curse Revisited: Absolute Versus Relative De-Industrialization in Africa », *Review of Development Economics*, p. 1-18.



Parmi les événements

- **11-12 décembre 2025, Saint-Louis (Sénégal) | Workshop en économie du développement.** Workshop organisé par l'Université Gaston-Berger, l'Université du Luxembourg et LuxDev sur les financements innovants et la gestion durable des ressources naturelles en Afrique subsaharienne. Présentation du document de travail Ferdi « Le projet pétrolier Sangomar : quel partage de rente en attendre pour le Sénégal ? ».
- **13-14 novembre 2025, Berlin | African Economic Development Conference (AEDC).** Conférence organisée par le CEPR consacrée aux enjeux du développement économique en Afrique. Présentation du document de travail de Joël Cariolle et David A. Caroll II « From Phone Access to Food Markets: How Mobile Connectivity is Transforming West-African Livelihoods ».
- **22 juillet 2025, en ligne | Université d'été sur la gouvernance des industries extractives.** Intervention lors de l'Université d'été organisée par le CEGIEAF (UCAC), en partenariat avec le Natural Resource Governance Institute (NRGI), sur le thème « Surmonter la dépendance aux combustibles fossiles et assurer une gouvernance équitable des minerais de transition en Afrique francophone ». Présentation consacrée à la fiscalité extractive et au partage de la rente.

- **10 avril 2025, Clermont-Ferrand | Clermont Innovation Week, table ronde du Global Development Network.** Participation à la table ronde « Imagining the Future from the Global South: The Promise of Digital Public Infrastructure », consacrée aux enjeux des infrastructures publiques numériques pour le développement.
- **23 mars 2025, Oxford | Conférence du Centre for the Study of African Economies (CSAE).** Présentation du papier « From Phone Access to Food Markets: Is Mobile Connectivity Transforming West-African Livelihoods? » lors de la conférence annuelle du CSAE consacrée aux enjeux du développement économique en Afrique.



Médias

- **Blog Banque de France | 20 novembre 2025.** « Quelle élasticité-prix de l'offre de minerais critiques ? » Auteurs : Paul Vertier (Banque de France), Luc Jacolin (Banque de France), Édouard Mien (Ferdì), Florian Léon (Ferdì).
En ligne : www.banque-france.fr
- **Agence ECOFIN | 25 septembre 2025.** « Connectivité : Seacom annonce un nouveau projet de câble sous-marin passant par l'Afrique », citation du document de travail « The Impact of Submarine Cables on Internet Access Price, and the Role of Competition and Regulation ».
En ligne : www.agenceecofin.com
- **VoxDev | 7 septembre 2025.** « Easy Money, Easy Spending: A New Take on the Resource Curse ». Auteurs : Rabah Arezki (Ferdì, Cerdi-CNRS), Hieu Thi Hoang Nguyen (Washington University In St. Louis), Rick Van der Ploeg (Université d'Oxford).
En ligne : www.cepr.org
- **Jeune Afrique | 1^{er} septembre 2025.** « Marché carbone, taxation, mines... 10 paris économiques pour transformer l'Afrique en dix ans », citation de Rabah Arezk (Cerdi-CNRS, Ferdì) et Grégoire Rota-Graziosi (Cerdi-UCA, Ferdì).
En ligne : www.jeuneafrique.com

Capital & développement humains

Le programme « Capital humain » de la Ferdi analyse les politiques publiques visant à améliorer la santé, l'emploi et le renforcement des capacités dans les pays en développement. En 2025, les travaux ont porté notamment sur l'efficacité des systèmes de santé, le renforcement des capacités de production de savoirs économiques et les politiques d'insertion professionnelle des jeunes en Afrique.

EXPERTISES

Santé et développement

En 2025, la Ferdi a poursuivi ses travaux sur les liens entre santé et développement, dans la continuité de ses recherches visant à améliorer l'efficacité des systèmes de santé et à éclairer la prise de décision publique. Ces activités s'inscrivent dans un programme structuré autour de deux axes complémentaires : la production de connaissances pour appuyer les politiques publiques et le renforcement des capacités des acteurs impliqués dans les décisions en matière de santé. L'objectif est de contribuer à des politiques de santé économiquement soutenables, socialement acceptables et politiquement réalisables.

Les travaux de la Ferdi portent notamment sur trois thématiques principales : le financement de la santé dans le contexte plus large du financement du développement, l'amélioration de l'efficacité des systèmes de santé et l'analyse des comportements des ménages face aux risques sanitaires.

En 2025 :

- **Contribution aux travaux du One Sustainable Health Forum**, dont la Ferdi est partenaire stratégique. Jacky Mathonnat (Cerdi, Ferdi) a co-présidé le groupe de travail international consacré au financement de l'approche « One Sustainable Health ». Trois *policy briefs* ont été produits sur les financements mixtes (blended finance), les taxes de santé et le financement des programmes dans les contextes fragiles. Les conclusions opérationnelles ont été présentées lors du One Sustainable Health Forum (Lyon, 3-5 novembre 2025).
- **Travaux sur l'efficacité des systèmes de santé** : plusieurs études ont été menées dans différents contextes nationaux, notamment en Chine, en Mongolie, en Algérie et au Togo, portant sur l'efficacité hospitalière et la relation entre qualité des soins et performance des structures de santé. Au Togo, une étude en cours analyse l'efficacité des hôpitaux de district dans la perspective de la mise en œuvre de la couverture sanitaire universelle prévue en 2026.
- **Analyse des comportements des ménages face aux risques sanitaires** : plusieurs recherches ont exploré les déterminants sociaux et institutionnels des comportements de santé. Au Burkina Faso, une étude examine l'impact des croyances complotistes et de la défiance institutionnelle sur les comportements sanitaires pendant la pandémie de Covid-19. À Madagascar, une recherche publiée dans BMC Public Health analyse les perceptions de la tuberculose et l'acceptabilité d'une

stratégie de dépistage à domicile. Au Togo, une étude en cours analyse les préférences des ménages vis-à-vis des dispositifs de couverture santé universelle afin d'éclairer la conception des politiques publiques.

- **Renforcement des capacités des décideurs publics** : contribution à des activités de formation destinées aux acteurs publics et aux professionnels de la santé dans plusieurs pays partenaires, notamment dans le cadre des programmes de formation de l'Institut des hautes études du développement durable (IHEDD), impliquant notamment le Botswana, la Mongolie et le Sénégal.

À travers ces activités de recherche, de diffusion des connaissances et de formation, la Ferdi contribue à éclairer les politiques publiques visant à améliorer l'efficacité et la soutenabilité des systèmes de santé.

PROJETS

Renforcement des capacités de production de savoirs économiques en Tunisie

Le projet **Savoirs Eco en Tunisie (2023-2026)**, mis en œuvre par Expertise France et financé par l'Union européenne, vise à renforcer le débat public sur les enjeux économiques en Tunisie en soutenant les structures productrices de savoirs économiques (SPSE).

En 2025 :

- **Renforcement des capacités des SPSE** : organisation de quatre formations à Tunis consacrées à la politique fiscale, aux politiques publiques face aux vulnérabilités économiques, à la méthodologie de la recherche et à la communication des analyses économiques. Ces formations ont réuni 74 participants.
- **Programme SAWT** : organisation d'un cycle de formations destiné à des représentants de SPSE et à des journalistes, portant notamment sur le positionnement éditorial, la datavisualisation, la production vidéo et l'utilisation de la plateforme Arkam.
- **Programme de mentorat (2^e édition)** : accompagnement de cinq SPSE tunisiennes dans la production et la diffusion d'analyses économiques (*policy briefs* et articles de blog), combinant renforcement méthodologique, mentorat par des experts et visite d'étude en France.
- **Activités d'échange et de mise en réseau** : organisation d'ateliers à Tunis favorisant le dialogue entre chercheurs, institutions et journalistes, participation à des événements académiques et co-organisation de l'événement annuel du projet, incluant la restitution des *policy briefs* produits par les SPSE.

Politiques d'emploi des jeunes

Avec une transition démographique tardive, les économies de l'UEMOA sont confrontées à l'arrivée de cohortes importantes de jeunes sur le marché du travail. L'insertion professionnelle des jeunes constitue ainsi un défi majeur de politique publique.

Dans le cadre de la convention de partenariat avec la Commission de l'UEMOA, la Ferdi a produit un rapport consacré à **l'emploi des jeunes en milieu rural dans l'UEMOA**. Ce rapport analyse les déterminants de l'emploi des jeunes dans l'agriculture (accès à la terre, aux services financiers, aux marchés, à la vulgarisation agricole et aux compétences), dans l'emploi rural non agricole ainsi que dans le travail de soins non rémunéré.

Un second rapport porte sur **l'investissement d'impact et l'employabilité des jeunes dans l'UEMOA**, en analysant le rôle que peuvent jouer ces investissements dans le développement d'activités économiques destinées aux jeunes et dans le secteur de l'éducation.

Ces travaux visent à éclairer les politiques publiques susceptibles de favoriser l'insertion économique durable des jeunes dans les économies de l'UEMOA.

Université d'excellence en Afrique centrale

Dans le cadre d'une étude de faisabilité conduite pour la Commission de la CEMAC, la Ferdi a formulé des recommandations pour la création d'un **Pôle d'Excellence Communautaire (PEC)** autour de l'Université Afro-américaine d'Afrique Centrale (AAUCA).

L'étude préconise l'adoption d'un modèle économique et institutionnel permettant d'assurer un pilotage efficace et durable de cet établissement. À la suite de ces recommandations, la Commission de la CEMAC a confié à la Ferdi la mission de proposer plusieurs scénarios de modélisation économique directement mobilisables par les acteurs concernés (Commission, États membres et AAUCA).



Parmi les publications

- **Garenne M.** (2025) « Premarital Fertility and Household Structures in South Africa », Chapter 9 in Sooryamoorthy R., Blair S. L. (eds), *Contemporary Perspectives in Family Research - Sex and Sexuality within the Family Context*.
- **Léon F., Rabary S.** (2025) « L'investissement d'impact et l'employabilité des jeunes en zone UEMOA », Rapport Ferdi, 68 p.
- **Mathonnat J., Pelissier A., Lkhagvasuren K.** (2025) « A First Look at the Efficiency-Quality Nexus in Soum Health Centers in Mongolia: Insights from Two Surveys », Ferdi *Document de travail* P365, décembre.
- **Mathonnat J., et al.** (2025) « Financing One Sustainable Health. How Countries Can Get the Most Out of Blended Finance? » *One Sustainable Health Policy Brief*.
- **Petitfour L., Audibert M., Huangfu X., Ma A., Mathonnat J., Sheng H.** (2025) « Comment stimuler l'efficacité des hôpitaux municipaux en Chine : une étude de cas dans le contexte de la réforme pharmaceutique », *Revue d'économie du développement*, vol. 33 (issue 1), p. 69 - 99.



Parmi les événements

- **3-5 novembre 2025, Lyon | One Sustainable Health Forum.** Lors de cet événement, Jacky Mathonnat, Senior Fellow de la Ferdi et responsable du programme Santé, a présenté les principaux enseignements de trois *policy briefs* préparés dans le cadre du Groupe international de travail «Financing OSH», co-présidé avec Agnès Soucat (Directrice de la Division Santé et Protection sociale de l'AFD). Ces *policy briefs* portent sur le financement mixte (*blended finance*), les taxes santé et les approches de financement des initiatives communautaires dans les contextes fragiles.
- **13-14 mai 2025, Tunis | Ateliers de mise en réseau des structures productrices de savoirs économiques (SPSE).** Dans le cadre du projet Savoirs Éco en Tunisie, la Ferdi et ses partenaires ont organisé des rencontres entre structures de recherche, institutions et journalistes afin de renforcer la diffusion des analyses économiques et le dialogue entre recherche et débat public.



Médias

- **Radio Express FM | 9 décembre 2025.** «De la connaissance à l'action: repenser le lien entre chercheurs et décideurs!», émission avec Vianney Dequiedt.

En ligne : www.youtube.com/RadioExpressFM



13-14 mai 2025 | Activités de mise en réseau des structures productrices de savoirs économiques (SPSE) accompagnées par la Ferdi. Rencontre avec des journalistes.



22 septembre 2025 | Signature de convention entre la Ferdi et l'UPN. De gauche à droite: Patrick Guillaumont et Claude Sumata.

Politique macroéconomique

Les travaux du programme Politique macroéconomique visent à éclairer les choix de politiques économiques dans les pays en développement, notamment en matière de politique monétaire. En 2025, ces activités se sont articulées autour de partenariats institutionnels, de projets de recherche et de travaux d'analyse contribuant au débat international sur les politiques macroéconomiques.

PARTENARIAT

Banque de France - Ferdi

Dans le cadre de la convention de mécénat liant la Banque de France et la Ferdi, plusieurs activités de recherche, d'échanges scientifiques et de diffusion des connaissances ont été menées en 2025. Ce partenariat vise à renforcer l'analyse des politiques macroéconomiques, financières et climatiques dans les économies en développement.

En 2025 :

- **Conférence biannuelle du partenariat Banque de France-Ferdi**, organisée en collaboration avec l'AFD et consacrée cette année au rôle du secteur financier dans la transition climatique (Paris, 3-5 novembre 2025, voir encadré).
- **Organisation de deux ateliers de travail réunissant chercheurs de la Banque de France et de la Ferdi**, au printemps et à l'automne 2025 (5 mars et 18 novembre 2025), afin de discuter de travaux de recherche en cours et de renforcer la coopération scientifique.
- **Financement de travaux doctoraux**. Le partenariat a permis le financement d'une bourse de thèse attribuée à Eddy Sanogo, qui a débuté ses travaux en octobre 2025 sous la direction de Michael Goujon (Cerdi-UCA-CNRS-IRD) et Florian Léon (Ferdì). Sa recherche porte sur les effets de l'aide et du changement climatique sur l'emploi en Afrique. Une autre thèse, menée par Paul Vernus, se poursuit. Ce dernier a présenté son travail en cours « Beg or Bargain? The Impact of Climate-Related Disasters on Foreign Aid Delivery » en séminaire interne à la Banque de France, le 18 novembre 2025.
- **Production et diffusion de travaux de recherche**. Un article consacré à l'impact des politiques monétaires a été publié dans une revue académique et largement diffusée, notamment à travers une reprise sur la plateforme VoxDev (Léon, Dramé 2025). Par ailleurs, une étude sur l'élasticité-prix de l'offre de minerais critiques pour la transition énergétique, initiée en 2024 et réunissant des chercheurs de la Banque de France et de la Ferdi, a donné lieu à un document de travail : Vertier P, Mien E., Jacolin L., Léon F. (2025) « Critical Minerals: Estimating Price Elasticity of Supply Using Mine-Level Data », Ferdi *Document de travail* P356, juin. Cette étude a également été valorisée à travers un billet de blog de la Banque de France.

- **Contribution au rapport annuel des coopérations monétaires Afrique-France**, avec la rédaction d'un encadré consacré aux écarts fiscaux.
- **Diffusion des travaux de recherche** : participation au séminaire interne de la Direction de l'Économie et de la Coopération internationales (DECI) de la Banque de France le 18 novembre 2025, avec une présentation de la recherche doctorale *Beg or Bargain? The Impact of Climate-Related Disasters on Foreign Aid Delivery*.

Conférence internationale

Le rôle du secteur financier dans la lutte contre le changement climatique en Afrique

📍 En ligne, 3-5 novembre 2025

Du 3 au 5 novembre 2025, la Banque de France, la Ferdi et l'Agence française de développement (AFD) ont organisé une conférence internationale en ligne consacrée au rôle du secteur financier dans la lutte contre le changement climatique en Afrique. S'inscrivant dans le prolongement d'une première conférence tenue en 2021, cet événement visait à analyser la contribution des acteurs financiers – banques, assurances, fonds d'investissement, agences de notation, banques de développement et banques centrales – à la mobilisation des financements nécessaires à l'atténuation et à l'adaptation au changement climatique sur le continent.

La conférence s'est articulée autour de **trois webinaires thématiques** :

- **3 novembre** : rôle et impact des intermédiaires financiers privés dans la finance climat en Afrique ;
- **4 novembre** : contribution des banques publiques de développement à la mobilisation et à l'allocation des financements climatiques ;
- **5 novembre** : rôle des banques centrales et des superviseurs bancaires dans la prise en compte des risques climatiques et la stabilité financière.

Les échanges ont permis d'identifier les principaux obstacles et opportunités pour financer une transition climatique juste et inclusive en Afrique et de formuler des recommandations visant à renforcer l'engagement du secteur financier dans ce domaine.

PROJET**Macrofiscal Facility
avec la commission européenne**

La Ferdi a remporté en 2024, en consortium avec Linpico, l'appel d'offres **Macrofiscal Facility INTPA/2023/EA-RP/0082** de la Commission européenne. Ce projet, d'une durée de trois ans (2024-2027), vise à soutenir les interventions de la DG INTPA dans le domaine de l'analyse macroéconomique et fiscale et à renforcer les compétences du personnel de la Commission européenne dans ces domaines.

En 2025 :

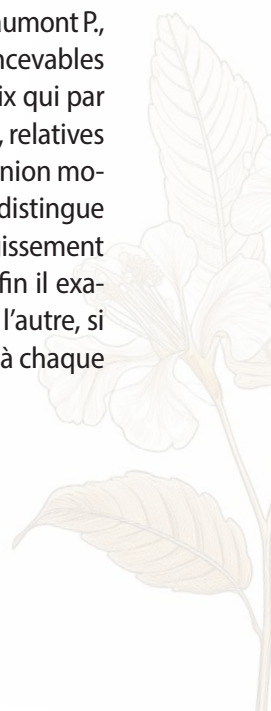
- **Mobilisation d'experts et de chercheurs de la Ferdi**, notamment issus du programme Fiscalité pour le développement durable, pour répondre aux demandes d'expertise de la DG INTPA.
- **Préparation d'activités de formation** destinées aux équipes de la Commission européenne (siège et délégations), afin de renforcer leurs capacités d'analyse macro-fiscale.
- **Rédaction de notes de politique économique** destinées à éclairer les interventions de l'Union européenne dans le domaine des politiques macroéconomiques et budgétaires.

PUBLICATION**Réflexions sur les régimes de change**

La Ferdi contribue également aux débats sur l'évolution des systèmes monétaires et des régimes de change en Afrique, notamment dans l'espace de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA).

En 2025 :

- **Publication du document de travail P346 « L'UEMOA à la croisée des chemins en matière monétaire ? Une contribution à la réflexion sur son régime de change »**, par Cabrillac B., Guillaumont P., Guillaumont Jeanneney S. et Severino J.-M. Ce travail analyse les différentes options concevables pour l'évolution de l'UEMOA, et leurs conséquences imaginables, pour éclairer des choix qui par nature relèvent du cœur de la souveraineté africaine. Il en explore les deux dimensions, relatives d'une part au périmètre géographique et politique de l'Union (y compris l'absence d'union monétaire) et d'autre part aux systèmes monétaires et de change qui sont concevables. Il distingue la situation où la coopération monétaire avec la France est maintenue, avec ou sans élargissement de l'Union, celle d'une totale autonomie de l'Union, puis celle de son éclatement. Enfin il examine des dispositions destinées à minimiser les risques de la transition d'un régime à l'autre, si des changements devaient être décidés. Il présente un état des lieux et des options et à chaque étape de la réflexion, ainsi que la vision propre des auteurs sur ces sujets.





Parmi les publications

- **Dama A.A., Daubrée A., Rota-Graziosi G.** (2025) « Écarts fiscaux en Afrique subsaharienne : une marge à exploiter pour le financement du développement » in *Coopérations Monétaires Afrique-France : rapport 2024*, Banque de France.
- **Jacolin L., Léon F., Mien É., Vertier, P.** (2025) « Critical Minerals: Estimating Prices Elasticity of Supply Using Mine Level Data », *Ferdi Document de travail P356*, juin.
- **Léon F., Dramé D.** (2025) « Do Firms React to Monetary Policy in Developing Countries », *European Economic Review*, vol. 178, 105102, septembre.



Médias

- **Blog-notes Éco, Banque de France | 20 novembre 2025 :** « Quelle élasticité-prix de l'offre de minerais critiques ? » Auteurs : Luc Jacolin (Banque de France), Florian Léon (Ferdi), Édouard Mien (Ferdi), Paul Vertier (Banque de France).
En ligne : www.banque-france.com
- **VoxDev | 22 septembre 2025 :** « How Does Monetary Policy Shape Economic Activity in Developing Countries? » Auteurs : Florian Léon (Ferdi), Djeneba Dramé (Université Paris Nanterre).
En ligne : www.voxdev.org

35



3-5 novembre 2025 | Conférence internationale Banque de France - Ferdi - AFD sur rôle du secteur financier dans la lutte contre le changement climatique en Afrique. De gauche à droite : Laurent Clerc, Raphaël Poignet, Aivo Andrianarivelo, Yvon Sana Bangui, Bruno Cabrillac, Amadou Sy.

Vulnérabilités, résilience & pays les moins avancés (PMA)

Ce programme couvre un domaine dans lequel la reconnaissance internationale de la Ferdi est bien établie. La Fondation poursuit son plaidoyer en faveur de la mise en place d'un indicateur de vulnérabilité véritablement multidimensionnel et universel, permettant de distinguer les facteurs structurels et exogènes de vulnérabilité de ceux résultant des décisions présentes des gouvernants.

OBSERVATOIRE

Vulnérabilités et résilience

La Ferdi poursuit et approfondit ses travaux sur l'analyse et la mesure des vulnérabilités, notamment à travers le développement de son Observatoire des vulnérabilités et de la résilience (travail en cours).

En 2025 :

- **Publication de l'ouvrage *Pour une utilisation efficace d'un indice de vulnérabilité multidimensionnelle dans le financement du développement*** (voir encadré).
- **Organisation d'une table ronde** intitulée « Utilisation d'un indice de vulnérabilité multidimensionnelle pour l'attribution des financements du développement », le 21 avril, à Washington D. C., en marge des réunions de printemps du Groupe de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international, en partenariat avec l'UN-OHRLS, l'UN-DESA, AfriCatalyst, l'Open Society Foundations et le Paris Pact for People and Planet. Les échanges ont porté sur la faisabilité et les modalités d'intégration d'un indice de vulnérabilité structurelle dans les critères d'allocation des ressources concessionnelles des institutions financières internationales et des banques multilatérales de développement.
- **Partenariat avec la Banque interaméricaine de développement (BID).** La Ferdi a été retenue par la BID pour concevoir un indice dynamique de vulnérabilité destiné aux pays membres emprunteurs de la région Amérique latine et Caraïbes. Ce projet, intitulé « Building a Dynamic Vulnerability Measure for IDB Borrowing Member Countries in Latin America and the Caribbean », s'inscrit dans le cadre de la stratégie institutionnelle 2024-2030 de la BID, Transforming for Scale and Impact.
- **Étude pour l'Agence française de développement (AFD),** réalisée par Sosso Feidouno intitulée « La vulnérabilité au changement climatique guide-t-elle l'allocation des financements d'adaptation ? » Analyse empirique des bailleurs et des instruments sur 2019-2023 »
- **Organisation d'une formation d'une semaine, à Tunis, destinée à des cadres tunisiens** sur le thème « Quelles politiques publiques pour réduire les vulnérabilités en Tunisie ? ».

- **Participation au Forum international sur le financement du développement durable (FiCS)** avec la présentation par Sosso Feindouno du papier co-écrit avec Patrick Guillaumont « Les multilatéraux allouent-ils leurs ressources concessionnelles en fonction de la vulnérabilité des pays, ainsi que de leur revenu ? » et l'organisation d'un événement parallèle de la Ferdi intitulé « How can MDBs Address the Structural Vulnerability of Developing Countries in the Allocation of Concessional Funds? ».
- **Publication du document « Définir une liste de pays "prioritaires" d'une aide bilatérale. Note méthodologique en référence à l'aide française » (Ferdì Note brève B279).**

Publication

Pour une utilisation efficace d'un indice de vulnérabilité multidimensionnelle dans le financement du développement

Patrick Guillaumont

Les pays en développement sont confrontés à des vulnérabilités multiples – économiques, climatiques, géographiques ou encore sanitaires – qui ne sont que partiellement prises en compte dans les critères actuels d'allocation de l'aide internationale. Pour mieux refléter ces réalités, les Nations unies ont mandaté un panel de haut niveau chargé d'élaborer un indice de vulnérabilité multidimensionnelle, désormais adopté par l'Assemblée générale.

Alors que cet indice suscite un intérêt croissant, la question centrale devient celle de son utilisation concrète : comment en faire un outil pertinent pour orienter les financements du développement ?



Les brèves réunies dans cet ouvrage analysent ce que peut apporter un indice multidimensionnel et structurel de vulnérabilité. Elles examinent son potentiel pour éclairer la définition de catégories de pays et, surtout, pour améliorer l'allocation des financements concessionnels multilatéraux. Elles contribuent ainsi à nourrir le débat sur une nouvelle « sélectivité » de l'aide, fondée sur des critères transparents, objectifs et mieux adaptés aux vulnérabilités structurelles des pays.

Dans un contexte où les ressources de l'aide sont sous pression, mieux cibler les financements devient un enjeu décisif.

Référence : Guillaumont P. et al. (2025) *Pour une utilisation efficace d'un indice de vulnérabilité multidimensionnelle dans le financement du développement*, Ferdi, 96 p.

ACTIVITÉ SPÉCIFIQUE

Suivi de la vulnérabilité des pays de l'UEMOA

Dans le cadre de la convention de partenariat avec la Commission de l'UEMOA, la Ferdi a finalisé la mise en œuvre de l'activité spécifique « Suivi de la vulnérabilité des pays de l'UEMOA », visant à proposer un cadre de suivi des vulnérabilités pour l'ensemble des pays de l'Union, à un niveau géographique local lorsque cela est possible.

En 2025 :

- Remise du rapport « Vulnérabilités et résilience dans l'espace UEMOA : analyse et évaluation comparée », faisant suite à une première note produite en 2024 et aux échanges avec la Commission (voir encadré ci-dessous).
- Préparation d'ateliers de travail et d'appropriation avec les équipes de la Commission afin d'accompagner l'utilisation opérationnelle de cet outil de suivi.



Vulnérabilités et résilience dans l'espace UEMOA

Sosso Feindouno, Léa Quilici

La Ferdi a publié en 2025 un rapport consacré à l'analyse des vulnérabilités et des capacités de résilience des huit pays de l'UEMOA, réalisé pour la Commission de l'Union dans le cadre de la convention Ferdi-UEMOA. S'appuyant sur les indices développés par l'Observatoire des vulnérabilités et de la résilience de la Ferdi, l'étude propose une analyse comparative et multidimensionnelle des facteurs économiques, environnementaux et sociaux qui exposent les pays aux chocs et influencent leur capacité de réponse.

Le rapport met en évidence des vulnérabilités structurelles importantes, liées notamment à la faible diversification économique, aux risques climatiques et aux fragilités sociales. Il souligne également des différences significatives de résilience entre les pays, liées notamment à la qualité des politiques publiques et des institutions. L'étude formule enfin plusieurs recommandations pour renforcer la résilience des économies de l'Union, notamment en matière de diversification productive, de protection sociale et de gouvernance.

Référence : Feindouno S., Quilici L. (2025) « Vulnérabilités et résilience dans l'espace UEMOA », Rapport Ferdi, 168 p.

ÉTUDE

Pays les moins avancés (PMA)

Les pays les moins avancés constituent un thème historique de recherche de la Ferdi.

En 2025 :

- Organisation d'une session intitulée « Renforcer la résilience : des solutions innovantes pour consolider la capacité des PMA à faire face aux chocs systémiques » lors du 3^e LDC Future Forum à Lusaka (Zambie).
- Co-organisation et intervention de la Ferdi (Matthieu Boussichas) lors d'une table ronde consacrée au suivi et à la mise en œuvre du Programme d'action de Doha (DPoA).
- Mise en chantier de la réédition d'*Out of the Trap. Supporting the Least Developed Countries*.

CHAIRE

Sahel

La Ferdi a décidé de suspendre temporairement les activités spécifiques de la chaire Sahel en 2025, en raison du contexte géopolitique et des difficultés à mener des activités dans la région. Le Sahel demeure néanmoins un axe de travail important pour la fondation. Les travaux relatifs à cette région peuvent ainsi être menés dans le cadre d'autres programmes ou chaires, notamment la chaire AIFD, tout en restant rattachés pour mémoire à la chaire Sahel, sans imputation financière.

39



Parmi les publications

- **Avom D., Nguekeng B.** (2025) « Comprendre la vulnérabilité économique en Afrique subsaharienne : le capital humain importe-t-il ? », *Revue française d'économie*, vol. XXXIX (issue 1), p. 163-211.
- **Cantens T.** (2025) « The Line and the Territory: Modelling Fragile Border Zones in the Sahel for a More Inclusive Border Security Management », *Ferdi Document de travail* P358, octobre.
- **Feindouno S., Guillaumont P.** (2025) « Les multilatéraux allouent-ils leurs ressources concessionnelles en fonction de la vulnérabilité des pays, ainsi que leur revenu ? Comparaison avec les bilatéraux à travers une nouvelle mesure de la sélectivité », *Ferdi Note brève* B278.
- **Guillaumont P., Wagner L.** (2025) « Utiliser un indice multidimensionnel de vulnérabilité dans une allocation fondée sur la performance. Principaux enjeux à traiter », *Ferdi Note brève* B280, mars.



Parmi les événements

- **25 novembre 2025, Tunis | Premier Congrès international de l'Institut Tunisien de la Compétitivité et des Études Quantitatives (ITCEQ).** Patrick Guillaumont, président de la Ferdi, est intervenu comme keynote speaker lors du premier panel avec une communication intitulée « La mesure des vulnérabilités au service des politiques économiques », dans le cadre de ce congrès consacré aux défis des politiques économiques face aux grandes mutations.
- **21 avril 2025, Washington D.C. | Table ronde sur l'utilisation d'un indice de vulnérabilité multi-dimensionnelle dans l'allocation des financements du développement.** Table ronde organisée en marge des réunions de printemps de la Banque mondiale et du FMI par UN-OHRLS et UN-DESA en collaboration avec la Ferdi, l'Open Society Foundations (OSF), AfriCatalyst, le Pacte de Paris pour les peuples et la planète (4P), le directeur exécutif pour le groupe Afrique I, le directeur exécutif pour le groupe Afrique II, et le directeur exécutif pour la France au sein du groupe de la Banque mondiale.
- **3 avril 2025, Lusaka | 3^e LDC Future Forum.** Dans le cadre de ce forum consacré à l'avenir des pays les moins avancés, la Ferdi a co-organisé avec l'OCDE et UNU-WIDER une table ronde dédiée au suivi et à la mise en œuvre du Programme d'action de Doha (DPoA).

40

TO WHAT EXTENT DO DONORS TAKE INTO ACCOUNT THE STRUCTURAL CHARACTERISTICS OF LDCS WHEN ALLOCATING THEIR RESOURCES?

03.04.2025
Lusaka, Zambia

Matthieu Boussichas & Sosso Feindouno,
Researchers, Ferdi

Roundtable discussion with practitioners on monitoring the DPoA implementation

LDC-V Monitor

OECD AfriCatalyst Ferdi UNU WIDER

3 avril 2025, Lusaka (Zambie) | LDC Future Forum 2025. Co-organisation et intervention de la Ferdi (Matthieu Boussichas, chargé de programme) lors de la table ronde sur le suivi et la mise en œuvre du Programme d'action de Doha (DPoA).



Secteur privé & développement durable

Le secteur privé joue un rôle croissant dans les trajectoires de développement durable. Par ses travaux de recherche, ses chaires thématiques et son dialogue avec les décideurs publics et privés, la Ferdi analyse les conditions dans lesquelles l'entrepreneuriat, l'investissement d'impact et la modernisation des filières agricoles peuvent contribuer à une croissance plus inclusive et durable, notamment en Afrique.

ÉTUDES

Entrepreneuriat et développement

En 2025, la Ferdi a poursuivi ses travaux de recherche consacrés au rôle du **secteur privé dans le développement**, en s'intéressant notamment aux facteurs institutionnels et politiques susceptibles d'influencer la dynamique entrepreneuriale et l'accès au financement dans les pays en développement. Plusieurs recherches ont ainsi porté sur des **aspects d'économie politique** et sur leurs effets sur l'entrepreneuriat et l'accès au crédit, contribuant à mieux comprendre les interactions entre environnement politique, fonctionnement des marchés financiers et développement du secteur privé.

41

En 2025 :

- **Publications dans des revues à comité de lecture** : Léon F., Weill L. (2025) « Do Elections Shape Firm Dynamics?, *Economic Systems* », [sous presse] ; et Bertrand J., Léon F., Perrin C. (2025) « Loans, Link and Leadership: Political Change and Borrower Discouragement in Connected Firms », *Ferdi Document de travail P351*.
- **Étude pour l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF) sur l'entrepreneuriat de croissance**. La Ferdi a finalisé une étude consacrée aux conditions favorables à l'émergence et au développement d'entreprises à fort potentiel de croissance dans l'espace francophone. Cette analyse vise notamment à identifier les leviers de politiques publiques permettant de soutenir ces dynamiques entrepreneuriales. Les résultats de cette étude devraient être publiés en 2026 : Léon F. Cariolle J., Gross-Humbert N. (2026) « La Francophonie et les entreprises en croissance », *Rapport Ferdi*, 78 p.

CHAIRE

Investissement d'impact

La chaire Investissement d'impact de la Ferdi analyse les dynamiques de l'investissement d'impact et son rôle dans le financement du développement, en particulier en Afrique. Ses travaux visent

à mieux comprendre la structuration de ce secteur, à éclairer les stratégies des investisseurs et à évaluer les conditions dans lesquelles les pratiques d'investissement responsables peuvent générer un impact économique et social mesurable.

En s'appuyant sur des analyses empiriques et des travaux académiques, la chaire contribue également à alimenter les débats sur le rôle des institutions financières de développement (IFD) dans l'accès au capital des PME africaines et les interactions entre finance responsable et développement économique. Ces recherches mettent notamment en lumière certaines limites des interventions traditionnelles des IFD, qui peuvent parfois produire des effets d'éviction sur des emprunteurs non ciblés, et plaident pour des dispositifs de soutien plus inclusifs et plus durables.

Parallèlement, la chaire renforce son ancrage dans les réseaux internationaux afin de participer aux réflexions sur la mesure de l'impact, la transparence des pratiques et la structuration du secteur de l'investissement d'impact.

En 2025 :

- **Actualisation de la cartographie des investisseurs d'impact en Afrique**, avec la mise à jour de la base de données de près de 250 fonds actifs (voir encadré).
- **Production de travaux académiques sur les institutions financières de développement (IFD)**, incluant une revue de littérature et une analyse de l'impact de leurs programmes sur les partenaires financiers soutenus. Cette étude a notamment été valorisée sur le portail Making Finance Work for Africa, par la publication d'une note brève présentée lors d'un événement du réseau Private Sector Development Research Network.
- **Analyse des interactions entre développement financier et investissement d'impact en Afrique**, mettant en évidence les liens étroits entre ces deux dynamiques.
- **Finalisation d'un rapport pour la Commission de l'UEMOA consacré à l'emploi des jeunes** dans la zone et au rôle potentiel de l'investissement d'impact [*rapport actuellement sous embargo*].
- **Participation à la Global Development Conference 2025**, organisée par le Global Development Network à Clermont-Ferrand, avec une intervention de Florian Léon lors d'une table ronde consacrée au credit scoring.
- **Renforcement de l'ancrage internationale de la chaire**, notamment à travers son implication au sein du Global Impact Investing Network (GIIN) et sa participation au Sub-Saharan Africa Knowledge Hub. En s'engageant dans ces instances, elle contribue à faire avancer les discussions sur la mesure de l'impact, la transparence des pratiques et la professionnalisation du secteur, tout en renforçant sa capacité d'influence auprès des décideurs publics, des investisseurs institutionnels et des organisations internationales impliquées dans le financement du développement.
- **Mise en place d'une formation longue** sur l'investissement d'impact et les critères ESG, développée avec le soutien de l'IHEDD.





Publication

Cartographie des investisseurs d'impact en Afrique

Florian Léon, Sitiraka Rabary

Avec la mise à jour de la base de données de près de 250 fonds actifs, cette nouvelle version introduit la notion d'empreinte africaine de chaque fonds, permettant de distinguer ceux entièrement dédiés au continent de ceux dont l'activité y est plus ponctuelle. La base est disponible en ligne et l'actualisation a fait l'objet d'une note brève présentant les principales évolutions observées.

Au-delà du simple recensement, cette analyse offre une vision plus fine des stratégies d'investissement, des zones géographiques privilégiées, ainsi que des secteurs économiques ciblés, constituant ainsi un outil destiné à appuyer la réflexion des décideurs publics, les bailleurs de fonds et les acteurs privés souhaitant appréhender les dynamiques réelles de l'investissement d'impact en Afrique.

CHAIRE

Politiques de modernisation agricole en Afrique

La chaire Politiques de modernisation agricole en Afrique promeut une vision stratégique de transformation durable et inclusive de l'agriculture africaine fondée sur quatre piliers : un rôle accru du secteur privé, la structuration des chaînes de valeur, l'articulation des financements publics et privés et le développement d'outils financiers innovants. Cette approche vise à renforcer la dynamique entrepreneuriale du secteur agricole et à soutenir sa modernisation à l'échelle du continent.

En 2025, la chaire a consolidé son positionnement comme acteur stratégique du débat sur la transformation agricole en Afrique. Ses activités se sont articulées autour de trois axes complémentaires : recherche appliquée, dialogue multi-acteurs et plaidoyer auprès des décideurs publics et privés.

En 2025 :

- **Publication d'un travail de référence sur l'agriculture africaine.** La chaire a publié le document de travail P361 : « État des lieux de l'agriculture, de l'élevage, de l'agro-industrie et des politiques agricoles en Afrique. Proposition pour un rôle accru du secteur privé et une professionnalisation des acteurs au sein de chaînes de valeur plus performantes », proposant un diagnostic approfondi de l'agriculture, de l'élevage et de l'agro-industrie en Afrique, ainsi qu'une feuille de route de modernisation fondée notamment sur le développement de partenariats public-privé et le renforcement de l'investissement privé.
- **Contribution à l'analyse des chaînes de valeur agro-industrielles.** Réalisée pour la Commission de l'UEMOA, cette étude examine le rôle des chaînes de valeur dans la modernisation agricole.

Elle met en évidence des effets globalement positifs, mais encore limités, sur l'accès au marché et les revenus des producteurs, tout en soulignant les enjeux d'inclusivité.

- **Analyse de la chaîne de valeur de la viande bovine en Afrique de l'Ouest.** Menée en partenariat avec l'IRAM et en collaboration avec la CEDEAO, cette étude a permis d'approfondir les enjeux de restructuration de cette filière stratégique et d'alimenter les réflexions sur l'intégration régionale et la modernisation de l'élevage.
- **Dialogue multi-acteurs et influence politique avec l'organisation de plusieurs événements** dont l'organisation d'une table ronde au Sommet de l'élevage et la participation au Forum « Inspire & Connect - Afrique de l'Ouest
- **Plaidoyer pour un instrument financier innovant au service de l'agriculture africaine.** La chaire a poursuivi ses échanges avec les autorités publiques françaises et les partenaires du développement afin de promouvoir la création d'un véhicule de financement fondé sur le principe de la finance mixte (*blended finance*) destiné à soutenir les PME du secteur agricole, de l'élevage et de l'agro-industrie.
- **Renforcement des partenariats institutionnels.** La chaire a consolidé ses collaborations avec l'Association ALFA, le CERDI, l'IRAM, la CEDEAO, des organisations professionnelles africaines ainsi qu'avec plusieurs institutions financières de développement.
- **Professionnalisation des acteurs du secteur.** En juin 2025, la chaire a organisé une troisième session de formation destinée aux responsables de coopératives agricoles africaines afin de renforcer leurs compétences en gestion et en planification stratégique et soutenir le développement de chaînes de valeur locales et régionales.

Par ces travaux de recherche, ses initiatives de dialogue et son engagement auprès des décideurs publics et privés, la chaire s'affirme comme une plateforme de production de savoirs et de plaidoyer au service de la modernisation de l'agriculture africaine, tout en préparant plusieurs initiatives structurantes qui seront présentées lors du Sommet Afrique-France de Nairobi en 2026.



Parmi les publications

- **Léon F.** (2025) « Blended Binds: How DFIs' Support Programs Stifle Bank Lending in Africa », *World Development*, vol. 191, 106998, mars.
- **Léon F.** (2025) « Financement des entreprises en Afrique : Repenser l'action des institutions financières de développement », *Ferdi Note brève B282*, avril.
- **Léon F.** (2025) « L'investissement d'impact et le développement financier en Afrique », *Revue d'économie financière*, vol. 156 (issue 4), janvier.
- **Léon F.** (2025) « The Unexpected Effects of Intermediated Lending Programs in Africa on Loan Supply », *Making Finance Work for Africa*, juin.
- **Léon F., Osei-Tutu F., Perrin C.** (2026) « Seeing Risk, Seizing Opportunity: How Perceived Political Instability Affects Firm Investment », *Journal of Economic Behavior and Organisation*, [sous presse].
- **Léon F., Rabary S.** (2025) « Actualisation de la cartographie de l'investissement d'impact en Afrique 2025 : Quantifier l'empreinte africaine 3, *Ferdi Note brève B288*, décembre.



Parmi les événements

- **20 juin 2025, Abidjan | Webinaire « Blended Binds: How DFIs' Support Programs Stifle Bank Lending in Africa ».** Organisé par le Private Sector Development Research Network et accueilli par la Banque africaine de développement, Florian Léon (Ferdì) y a présenté l'article « Blended Binds: How DFI's Support Programs Stifle Bank Lending in Africa ».
- **30 octobre, Clermont-Ferrand | Global Development Conférence (GDC 2025).** Participation de Florian Léon à la session « Alternative Data for Credit Scoring: Unlocking SME Financing in the Digital Age ».
- **8 juillet 2025, Dakar | Forum « Inspire & Connect – Afrique de l'Ouest ».** Organisé avec la BPI et réunissant plus de 500 participants. La participation de Jean Marc Gravellini (Ferdì) a permis de promouvoir trois priorités : l'innovation financière pour les filières agricoles, la digitalisation et la logistique comme leviers de compétitivité, et le rôle des entrepreneurs privés dans la transformation du secteur.
- **7 octobre 2025, Clermont-Ferrand | Sommet de l'élevage.** Organisation d'une table ronde intitulée « La chaîne de valeur viande bovine en Afrique de l'Ouest : peut-elle se passer de l'élevage mobile ? » réunissant chercheurs, organisations professionnelles, représentants d'institutions régionales et acteurs du développement. Cette table ronde a constitué un moment important de dialogue entre recherche et acteurs de terrain, confirmant le rôle de la chaire dans l'animation d'un débat informé sur les politiques de modernisation agricole.

45

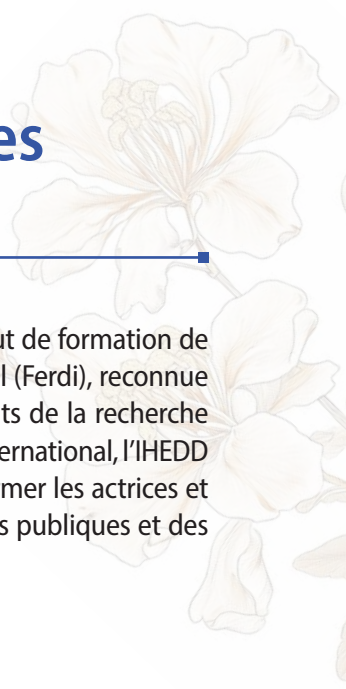


Médias

- **L'Opinion | 30 avril 2025.** « Investissement solidaire et durable : il faut privilégier des projets productifs portés par des opérateurs privés », éditorial de Jean-Marc Gravellini.
En ligne : www.lopinion.fr
- **Africa Mutandi | 13 janvier 2025.** « À la découverte des travaux de la chaire Investissement d'impacts de la Ferdì ».
En ligne : www.africamutandi.com



IHEDD | Institut des hautes études du développement durable



L'**Institut des hautes études du développement durable (IHEDD)** est l'institut de formation de la Fondation pour les études et recherches sur le développement international (Ferdì), reconnue «organisme de formation professionnelle». En faisant le lien entre les résultats de la recherche académique et la mise en œuvre des politiques publiques de développement international, l'IHEDD collabore avec des universités et des instituts de formation reconnus, pour former les actrices et acteurs du développement aux enjeux et techniques d'analyses des politiques publiques et des projets de développement.

Principales réalisations

- **45 actions de formations organisées en 2025** dont les masters « Gestion de la politique économique » (GPE) et « Maîtrise d'ouvrage pour le développement » (MODEV), diplômes délivrés par l'Université Clermont Auvergne (UCA).
 - 57 bénéficiaires ont été diplômés des masters ;
 - 1 141 apprenants ont suivi les formations qualifiantes dont 65% certifiés ;
 - 324 personnes ont participé à des séminaires/ateliers/rencontres en présentiel.
- **Structuration des formations en parcours qualifiants rattachés aux travaux de recherche de la Ferdì** (chaire Investissement d'impact, chaire Gestion des ressources naturelles, chaire Numérique et politique publique).
- **Renouvellement de l'accréditation Qualiopi** pour les 3 prochaines années.
- **Déploiement du site de l'IHEDD et de son catalogue** permettant un meilleur référencement sur les sites d'organisations tiers (Banque mondiale, Organisation mondiale des douanes, Agence française de développement, Columbia Center for Sustainable Development, École nationale de statistiques et d'économie appliquée d'Abidjan, Institut des politiques publiques de l'Université Cheikh Anta Diop).

Offre de formation

En 2025 - l'offre de formation est structurée autour de 7 thèmes permettant la réédition de formations et la création de 13 nouvelles parmi lesquelles :

Politiques pour la couverture santé universelle

- Sixième édition du parcours qualifiant « **Renforcement des systèmes de santé et des politiques de lutte contre les maladies transmissibles et non transmissibles** » – 6 EAD bénéficiant au total à 146 apprenants et un présentiel de regroupement organisé à Clermont-Ferrand pour 14 personnes.



47

Gestion des projets de développement et des organisations

- Structuration de l'offre existante depuis 2021 en un parcours qualifiant « **Cycle de projet : design, gestion et évaluation de projets de développement** » co-porté avec le Campus Groupe de l'AFD – 2 EAD bénéficiant au total à 110 apprenants et un présentiel de regroupement organisé à Marseille pour 18 personnes ;
- Complété de la première édition de la formation en présentiel « **Satisfaire à ses obligations de redevabilité financière et de conformité** » organisée à Rabat, en partenariat avec le cabinet Donnadieu & Associés et Solidarité Laïque ;
- Seconde édition de la formation « **Renforcement des capacités de gestion des coopératives de l'agriculture et de l'agroalimentaire** » organisée à Clermont-Ferrand ;
- Quatrième édition de la formation en ligne qualifiante « **Analyse économique et financière des projets d'accès décentralisé à l'électricité** » co-portée avec Club ER sur financement de Carbone Trust, pour une cohorte anglophone et une cohorte francophone sur inscription libre.

Fiscalité pour le développement

- Structuration de l'offre existante depuis 2019 en un parcours qualifiant « **Gestion des Ressources naturelles pour le développement** » – 4 EAD bénéficiant au total à 126 apprenants et un présentiel de regroupement organisé à Clermont-Ferrand pour 10 personnes, co-porté avec l'Initiative pour la transparence des industries extractives (ITIE) et le Columbia Center for Sustainable Investment (CCSI).

Science des données pour le développement

- Seconde édition du parcours qualifiant « **Science des données pour la mobilisation des recettes et la lutte contre la fraude** » – 3 EAD bénéficiant au total à 279 apprenants et un présentiel co-porté avec l'Ecole nationale de statistiques et d'économie appliquée (ENSEA) d'Abidjan pour 19 personnes ;
- Seconde édition de la formation en ligne « **Initiation au domaine de l'analyse géospatiale pour une gestion coordonnée des frontières** » co-qualifiante avec l'Académie des frontières du Bénin ;
- Organisation d'un premier atelier « **Pensée prospective sur l'utilisation de l'IA dans les administrations publiques** » lors de la conférence du GDN.

Financement international du développement

- Création du parcours « **Intégrer les facteurs ESG et d'impact dans l'investissement et la gestion d'entreprise : de la structuration à la mise en œuvre** » – en lien avec les activités de la chaire Investissement d'impact. Création de trois formations à distance « Découvrir l'univers de l'ESG et de l'impact », « L'ESG en action : comprendre, mesurer et intégrer », « Maîtriser l'investissement d'impact : structuration, mesure et financement » bénéficiant au total à 170 apprenants. Le présentiel de regroupement « Application des acquis et guide pour la mise en place des politiques ESG et/ou impact : coaching et mises en situation » aura lieu à Abidjan en avril 2026.

Politique macroéconomique et transition climatique

- Création de la formation hybride « **Transition écologique et politiques publiques : comprendre les outils d'aide à la décision** » – 1 EAD et un présentiel organisé à Clermont-Ferrand ;
- Création de la formation à distance « **Introduction à FABLE : Construire des trajectoires durables pour les systèmes alimentaires** » diffusée en 2026 en partenariat avec le consortium FABLE.

Pratiques de la recherche en économie

- Seconde édition de la formation « **Méthodologie et communication de la recherche en économie** ».

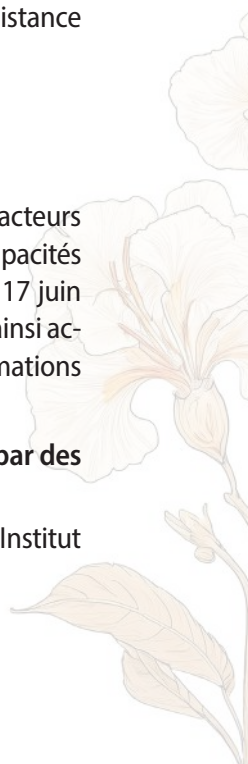
Afin d'ouvrir les activités de l'IHEDD vers un milieu anglophone, certaines formations à distance ont été traduites.

Formation de formateurs

Dans le cadre de ses partenariats avec le Sud et de l'appropriation de ses formations par les acteurs de terrain, l'IHEDD mise sur la formation des formateurs. La formation « Renforcement des capacités de gestion des coopératives de l'agriculture et de l'agroalimentaire » organisée du 11 au 17 juin 2025 à l'IHEDD à l'intention d'une vingtaine de représentants de coopératives africaines a ainsi accueilli quatre anciens auditeurs du Master GPE, de Côte d'Ivoire et du Bénin, en vue de formations futures en Afrique, l'édition de 2026 étant prévue fin mai à Abidjan.

De plus certains experts de la Ferdi sont intervenus au sein de formations organisées par des tiers :

- du cycle de Master « **Analyse et évaluation des politiques publiques de santé** » (MAPS) de l'Institut des politiques publiques de l'UCAD, Sénégal (novembre 2025) ;



- de la formation intitulée « Four Key Issues for Analysing Universal Health Coverage (UHC) Financing » au sein de la Mongolian National University of Medical Sciences (MNUMS), à l'Institute of Public Health, à Oulan-Bator, en Mongolie (octobre 2025) ;
- de la 14^e Université d'été sur la Gouvernance des industries extractives, organisée en ligne par le Centre d'Excellence pour la Gouvernance des Industries Extractives en Afrique Francophone (CEGIEAF), l'Université Catholique d'Afrique Centrale (UCAC) et le Natural Resource Governance Institute (NRGI) (juillet 2025).

Activités lors de la conférence GDN

Pour aborder les transformations sociales en cours, à venir, souhaitées ou redoutées, la recherche, les analyses, les données et les indicateurs ne suffisent pas toujours. Ainsi, l'IHEDD a proposé en marge de la conférence GDN « Inclusive Digital Transformation: Social Impacts and Technological Innovations ».

- Une pièce de théâtre déroutante ;
- Une séance de courts métrages organisée avec le soutien de l'association Sauve qui peut le court métrage ;
- Un atelier de prospective « [Pensée prospective sur l'utilisation de l'IA dans les administrations publiques](#) » dont l'objectif était d'imaginer les futurs possibles, à partir de la réalité de l'intelligence artificielle d'aujourd'hui, pour s'y préparer et/ou se prémunir de certains risques.

Une formation aux usages de l'intelligence artificielle générative a aussi été proposé à nos alumni et partenaires du parcours « Science des données pour la mobilisation des recettes et la lutte contre la fraude » en collaboration avec la Bassety Academy.

49

Appui à la formation doctorale

Bourses de recherche

Quatre allocations doctorales sont financées par la composante formation du PCDI :

- La thèse de M. Idrissa Aya a débuté en 2022. Son travail porte sur les conflits dans les pays en développement avec un focus particulier sur les pays sahéliens. M. Aya est hébergé au Cerdi et inscrit à l'École doctorale SEJPG de l'UCA ; sa thèse est co-dirigée par les professeurs V. Dequiedt et M. Goujon. Au cours de sa thèse, M. Aya a eu l'opportunité de travailler en collaboration avec la Banque africaine de développement et le Fonds monétaire international. La soutenance de M. Aya est programmée au premier trimestre 2026.
- La thèse de Mme Yannick Malalanirina a débuté en 2023. Son travail porte sur les effets de l'adoption des lois sur le genre, des catastrophes naturelles et des chocs météorologiques sur la violence conjugale et l'emploi des femmes dans les pays en développement. Mme Malalanirina est hébergée au Cerdi et inscrite à l'École doctorale SEJPG de l'UCA. Sa thèse est dirigée par Mme Francesca Marchetta.
- La thèse de M. Ilass Ouedraogo a débuté en 2024. Son travail porte sur l'impact des conflits sur la construction des États et des systèmes fiscaux. M. Ouedraogo est hébergé au Cerdi et inscrit à l'École doctorale SEJPG de l'UCA. Sa thèse est dirigée par le professeur S. Guérineau.

- La thèse de Mme Miray Maher Halim Azmy a débuté en 2025. Son travail porte sur les trajectoires de mobilité sociale et les contraintes internes aux ménages dans les pays en développement. Mme Maher est hébergée au Cerdi et inscrite à l'École doctorale SEJPG de l'UCA. Sa thèse est dirigée par le professeur S. Bertoli et co-encadrée par J. Gazeaud.

Soutien aux écoles doctorales

La Ferdi a organisé avec la National Bank of Rwanda (banque centrale) un atelier de travail dédié à des jeunes chercheurs africains les 7 et 8 octobre 2025. Cet atelier de travail a eu lieu à Kigali et a réuni 13 jeunes économistes africains (en thèse ou ayant soutenu après 2022) provenant de 9 pays différents travaillant sur les questions macroéconomiques et/ou financières. Les participants ont pu bénéficier de la présence de chercheurs internationaux (Nicola Limodio, Université de Bocconi ; Florian Léon, Ferdi) ainsi que de la présence de nombreux chercheurs locaux issus des universités locales et de la banque centrale.

Alumni et réseaux partenaires

La quatrième édition de l'atelier « Back to Modev » a réuni début juin 2025 au Campus groupe AFD à Marseille 19 anciens élèves diplômés, désireux de s'investir dans l'animation de la communauté des alumni MODEV, communauté ouverte à cette occasion aux promotions plus anciennes, des périodes MOPP et Turgot.

L'IHEDD et l'École nationale d'administration (ENA) de Côte d'Ivoire ont renforcé en 2025 leur partenariat à travers la seconde édition organisée en octobre à Clermont-Ferrand de l'atelier « Politiques de développement et action publique ». Les majors des onze filières du cycle supérieur de la 59^e promotion de l'ENA ont pu à cette occasion partager avec les membres du PCDI leurs expériences et visions sur le développement.



Promotion GPE 2024-2025, « GPE 31 ».

PCDI | Pôle clermontois de développement international

Le **Pôle clermontois de développement international (PCDI)** réunit à ce jour trois partenaires implantés à Clermont-Ferrand : un centre universitaire, l'Université Clermont Auvergne représentée par son École d'économie et le Centre d'études et recherche sur le développement international (Cerdi) ; un laboratoire d'idées, la Fondation pour les études et recherches sur le développement international (Ferdi) ; et une institution internationale le Global Development Network (GDN) qui oeuvrent ensemble pour développer des synergies entre recherche, réponse aux enjeux globaux et décisions politiques.

Ancré dans son territoire, le PCDI est fondamentalement ouvert sur le monde et en interaction avec les différents acteurs de la coopération internationale : administrations publiques, collectivités locales, entreprises, société civile et communauté scientifique.

Ses objectifs :

- Agir sur les politiques de développement et de coopération tant au-niveau local qu'international grâce à des analyses fondées sur les résultats de la recherche et ancrées dans les réalités locales.
- Renforcer l'accès aux savoirs et au savoir-faire en matière de recherches sur le développement, en appuyant les systèmes de recherche en sciences sociales au Sud et en suscitant des collaborations internationales.
- Favoriser la mise en réseau d'une communauté internationale d'anciens étudiants, de chercheurs et praticiens du développement, en créant des espaces de dialogue et d'influence.

Activités 2025 :

- Soutien à cinq chaires de recherche partagée de la Ferdi : la chaire Investissement et impact, la chaire Politiques de modernisation agricole en Afrique, la chaire Numérique et politiques publiques, la chaire Gestion des ressources naturelles et la chaire Architecture internationale du financement du développement.
- Contribution à l'organisation de la conférence GlobalDev 2025. Cette contribution a été à la fois scientifique et organisationnelle, incluant notamment la mobilisation de personnels Ferdi pour ce grand événement à Clermont-Ferrand.
- Soutien à plusieurs événements s'inscrivant dans les programmes 1 (Financement international du développement durable) et 7 (Vulnérabilités, résilience & pays les moins avancés).
- Soutien à la *Revue d'économie du développement*, à la refonte du site Entrepreneurs Afrique et à la publication des deux ouvrages Ferdi.
- Soutien aux travaux sur l'Observatoire des vulnérabilités et de la résilience et sur la rénovation de l'Observatoire de la compétitivité durable.

I-Site CAP 20-25 & Alliance UCA

La Ferdi est partie prenante de la politique scientifique du site clermontois à travers son association à l'Alliance Université Clermont Auvergne dont l'Université Clermont Auvergne est l'établissement coordinateur et porteur de l'initiative d'excellence I-Site CAP 20-25.

Autour de l'Université Clermont Auvergne sont ainsi regroupés l'ensemble des acteurs de l'enseignement supérieur et de la recherche implantés sur le site : EPST, écoles, CHU, CROUS, centres de recherche et fondations, ainsi que des grandes entreprises telles que Michelin et Limagrain. L'I-Site CAP 20-25 identifie l'Université Clermont Auvergne comme une des 17 universités françaises d'excellence amenées à avoir une stratégie internationale ambitieuse.

La Ferdi contribue à cet élan collectif en conduisant le projet IDGM+ (Initiative pour le développement et la gouvernance mondiale) – labex créé en 2011 qui vise à promouvoir de nouvelles politiques de développement durable fondées sur les résultats de la recherche. Le labex IDGM+ est mené en partenariat avec le Centre d'études et de recherches sur le développement international (Cerdi, UMR UCA-CNRS-IRD) et l'Institut du développement durable et des relations internationales (IDDRI). Avec IDGM+, la Ferdi apporte à ses partenaires académiques son expérience de think tank massivement tourné vers l'international et vers des missions d'appui aux politiques publiques.



Équipe



Christophe Angely

Conseiller spécial, Ferdi.



Jean-Louis Arcand

Co-directeur de la chaire *Investissement d'impact* et Senior Fellow Ferdi.
Président du Global Development Network (GDN).



Rabah Arezki

Directeur de la chaire *Gestion des ressources naturelles*. Directeur de recherche en économie Cerdi, CNRS, UCA.



Marion Balbarie

Chargée de projet formations courtes, IHEDD-Ferdi.



Zeineb Benaissa

Assistante de recherche, Ferdi.



Matthieu Boussichas

Chargé de recherche, Ferdi.
Programme *Financement international du développement*.



Yannick Bouterige

Assistant de recherche, Ferdi. Programme *Fiscalité pour le développement durable*. Responsable de formations, IHEDD-Ferdi. Chargé d'enseignement à l'École d'économie-Cerdi-UCA. Professeur affilié à l'ESC Clermont Business School.



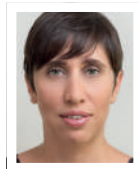
Bulbul Butail

Assistante de recherche, Ferdi.



Bruno Cabrillac

Directeur général, Ferdi.



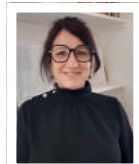
Emeline Campagne

Gestionnaire administrative des formations, référente handicap, IHEDD-Ferdi.



Joël Cariolle

Chargé de recherche, Ferdi.
Programmes *Transition numérique* et *Secteur privé et développement durable*. Chercheur associé, Cerdi.



Magali Cutayar

Comptable, Gestionnaire des formations.



Alou Adessé Dama

Chargé de recherche, Ferdi.
Programme *Fiscalité pour le développement durable*.



Vianney Dequiedt

Directeur scientifique, Ferdi.
Professeur des universités en économie à l'École d'économie, Cerdi, UCA. Responsable de formations, IHEDD-Ferdi. Responsable scientifique et technique, Labex IDGM+.



Mariam Djibo

Directrice générale d'Advans Côte d'Ivoire.
Co-directrice de la chaire *Investissement d'impact*.



Andrea Dsouza

Assistante de recherche, Ferdi.

Équipe



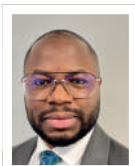
Morgane Dumazel

Chargée des publications, Ferdi.
Secrétaire d'édition de la *Revue d'économie du développement*.



Émilie Fabreguettes

Assistante de direction, Ferdi.



Sosso Feindouno

Chargé de recherche, Ferdi.
Programme *Vulnérabilités, résilience et pays les moins avancés*



Anne-Marie Geourjon

Co-responsable du Programme *Fiscalité pour le développement durable*.
Expert au FMI.



Jean-Marc Gravellini

Responsable de la chaire *Politiques de modernisation agricole en Afrique*.
Secrétaire général de l'association ALFA.



Patrick Guillaumont

Président, Ferdi.



Sylviane Guillaumont Jeanneney

Conseiller spécial, Ferdi.
Professeur émérite, Université Clermont Auvergne.



Mélanie Hurel

Responsable de la production graphique et e-learning, IHEDD-Ferdi.



Xavier Lalanne

Directeur administratif et financier, Ferdi.



Florian Léon

Chargé de recherche, Ferdi. Programmes *Secteur privé et développement durable*; *Politique macroéconomique et Financement international du développement*.
Responsable de formations, IHEDD-Ferdi.



Mohamed Magassi

Gestionnaire de projets e-learning junior, IHEDD-Ferdi.



Jacky Mathonnat

Responsable du Programme *Santé*.
Responsable de formations, IHEDD-Ferdi.
Professeur des universités émérite, École d'économie, Cerd, UCA



Jaime de Melo

Conseiller scientifique, Ferdi.
Professeur émérite, Université de Genève.
Fellow CEPR.



Philippe Messéant

Directeur des relations extérieures, IHEDD-Ferdi.



Édouard Mien

Chargé de recherche, Ferdi. Programmes *Intégration régionale, commerce et compétitivité durable* et *Politique macroéconomique*.



Patrick Plane

Responsable du projet *Observatoire de la compétitivité durable*. Co-directeur de la *Revue d'économie du développement*.
Directeur de recherche émérite en économie, Cerd-CNRS





Laurine Portal

Chargée de communication événements,
Ferdi



Clara Pugnet

Assistante de recherche, Ferdi.



Céline de Quatrebarbes

Directrice de l'IHEDD-Ferdi.



Sitraka Rabary

Assistante de recherche, Ferdi.



Coline Real

Chargée de projet, *Savoirs Éco en Tunisie*.



Grégoire Rota-Graziosi

Co-responsable du programme *Fiscalité pour le développement durable*, Ferdi.
Responsable de formations, IHEDD-Ferdi.
Co-directeur de la *Revue d'économie du développement*. Professeur des universités en économie, École d'économie-Cerdi-UCA.



Fabienne Rouanet

Responsable communication, Ferdi.



Olivier Santoni

Géomaticien, Ferdi.



Jean-Michel Severino

Vice-Président de la Ferdi, et co-animateur de la chaire *Investissement d'impact*.



Gaël Tape

Assistant de recherche, Ferdi.



Issakha Thiam

Data Scientist, Ferdi.



Audrey-Anne de Ubeda

Responsable de la coordination des programmes de recherche, Ferdi.



Paul Vernus

Doctorant Cerdi-UCA-CNRS-IRD.



Laurent Wagner

Chargé de recherche, Programme *Vulnérabilités, résilience et pays les moins avancés*.



Aude Waltzer

Motion designer, IHEDD-Ferdi.



Eddy Guesrim Yanogo

Assistant de recherche, Ferdi.
Doctorant Cerdi-UCA-CNRS-IRD.



Tertius Zongo

Directeur de la chaire *Sahel*.
Ancien premier ministre du Burkina Faso.

Experts associés

Pierre-Richard Agénor*

Hallsworth Professeur, University of Manchester

Alban A. E. Ahouré*

Professeur, Université FHB de Cocody-Abidjan - Directeur de la CAPEC

Jenny C. AKER*

Professeur d'économie du développement, Tufts University

Catherine Araujo Bonjean

Chargée de recherche en économie, Cerdi, CNRS - Coordinatrice pédagogique du Master «Gestion des politiques économiques» (GPE) - Responsable de formations au sein de l'Institut des hautes études du développement durable (IHEDD-Ferdi) - Directoire de la chaire Politiques de modernisation agricole en Afrique

Martine Audibert*

Directrice de recherche émérite, Cerdi, CNRS

Désiré Avom*

Doyen de la Faculté des Sciences Économiques et de Gestion (FSEG), Université de Yaoundé II (Cameroun)

Fatoumata Ba

Entrepreneur, co-fondatrice de Jumia - Présidente exécutive de Janngo

Ferdinand Bakoup*

Économiste principal, Banque africaine de développement (BAD)

Lamissa Barro

Enseignant-chercheur, Université de Dédougou - Membre de la chaire Sahel

Bagoré Bathily

Directeur Général de La Laiterie Du Berger - Directoire de la chaire Ferdi Politiques de modernisation agricole en Afrique

Jareth Beain*

Économiste-Financier au Ministère de l'Économie et de la Planification du Développement de la République du Tchad - Membre de la chaire Sahel

Abdoul Salam Bello*

Chef du service Élaboration et coordination des politiques, suivi et rapports à UN-OHRLLS

Émilie Caldeira

Maître de conférences, Cerdi, UCA

Stéphane Calipel

Maître de conférences en économie à l'École d'économie, Cerdi, Université Clermont

Auvergne - Responsable de formations au sein de l'IHEDD-Ferdi

Céline Carrère*

Professeur, Faculté d'économie et management (GSEM) - Directrice du Global Studies Institute (GSI), Université de Genève

Gérard Chambas*

Ancien chercheur, Cerdi, CNRS

Lisa Chauvet*

Professeur, CES, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne - Co-directrice de la Revue d'économie du développement

Paul Collier*

Directeur du Centre d'études des économies africaines, Université d'Oxford - Professeur, Blavatnik School of Government

Youssefou Hamadou Daouda*

Recteur, Université de Tahoua - Directeur du LARADES - Membre de la chaire Sahel

Camille Da Piedade

Analyste Stratégie à la SFI- Groupe Banque mondiale

Alain de Janvry*

Professeur, University of California, Berkeley

Paul Derreumaux*

Président d'honneur, groupe Bank of Africa - Membre de la chaire Sahel

Frédéric Docquier*

Professeur et membre de IRES, UCLouvain - Chef de programme de recherche, LISER

Alassane Drabo

Économiste Senior, Fonds monétaire international (FMI)

Michel Garenne*

Chercheur, Institut Pasteur - Professeur honoraire, University of the Witwatersrand, Johannesburg

Axel Gastambide

Directeur technique, Projet Savoirs Éco en Tunisie, Expertise France

Michaël Goujon

Professeur, Cerdi, UCA - Responsable pédagogique MODEV

Julien Gourdon*

Économiste senior, Agence française de développement (AFD)

Jean-Marie Grether*

Professeur, Université de Neuchâtel

Christopher Grigoriou*

Expert Douane et fiscalité, Département Fiscalité, Fonds monétaire international (FMI)

François Grünewald

Professeur associé, Université Paris XII - Directeur Veille et prospective du groupe Urgence Réhabilitation Développement (URD)

Samuel Guérineau

Doyen-Directeur, École d'économie, UCA - Maître de conférence HDR, Cerdi, UCA

Marlène Guillon

Maître de conférence, Université de Montpellier

Jan Willem Gunning*

Professeur émérite, Vrije, Universiteit Amsterdam

Jie He*

Professeur, Université de Sherbrooke

Tomas Hos*

Analyste senior TOSSD

Luc Jacolin

Économiste senior, Adjoint au chef du Service de l'Afrique et du Développement, Direction de l'Économie et de la Coopération internationales, Banque de France

Michael Keen*

Ancien Directeur adjoint du département des Finances publiques, Fonds monétaire international - Ushioda Fellow, Tokyo College - Université de Tokyo

Labra Issa Kobyagda*

Directeur Général de l'économie et de la planification - Ministère de l'Économie, des Finances et du Développement du Burkina Faso - Enseignant chercheur, Université Ouaga II - Membre de la chaire Sahel

Roland Kangni Kpodar*

Chef de division adjoint, Fonds monétaire international (FMI)

Olivier Lafourcade

Président du Conseil d'administration, Investisseurs et Partenaires (I&P) - ancien directeur, Banque mondiale - membre de la chaire Architecture internationale du financement du développement

Jean-Pierre Landau

Professeur associé, Sciences PO - Membre de la chaire Gestion des ressources naturelles

Bertrand Laporte

Professeur des universités en économie à l'École d'économie, Cerdi, UCA - Responsable de formations au sein de l'IHEDD-Ferdi

Jean-Baptiste Le Hen*

Consultant en économie du développement- Expert en finances publiques internationales

Philippe Le Houérou

Président du Conseil d'administration, Agence française de développement (AFD) - Membre de la chaire Architecture internationale du financement du développement

Sylvie Lemmet*

Ancienne ambassadrice pour l'environnement - Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères

Membre de la chaire Architecture international du financement du développement

Alain Le Roy

Ambassadeur de France - ancien Secrétaire général adjoint des Nations unies pour le maintien de la paix - Membre de la chaire Architecture international du financement du développement

Xubei Luo*

Économiste Senior, Strategy and Operations Unit, Banque mondiale

Maria Masood*

Experte économiste, Cours des Comptes de Genève - Professeur associé, Université de Genève

Mathilde Maurel*

Directeur de recherche, CES-CNRS, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne

Georges Mavrotas*

Professeur titulaire, Institut de politique de développement, Université d'Anvers

Mark McGillivray*

Professeur, Institut de recherche Alfred Deakin, Melbourne

Serge Michailof*

Chercheur, membre de l'Institut de recherche et d'informations socio-économiques (IRIS) - Administrateur, Cien et Gret - ancien Directeur exécutif, Agence française de développement (AFD)

Fouzi Mourji*

Professeur, Université Hassan II

Phu Nguyen-Van*

Directeur de recherche, EconomiX-CNRS, Université Paris Nanterre - Chercheur associé, TIMAS, Université de Thang Long

Marcelo Olarreaga*

Professeur, Université de Genève - Chercheur affilié, Center for Economic Policy Research (CEPR)

Jean-Pierre Olivier de Sardan

Anthropologue, chercheur et co-fondateur du Laboratoire d'études et de recherche sur les dynamiques sociales et le développement local (LASDEL)

Aurore Pélissier*

Maître de conférences, Université de Bourgogne

Thi Kim Cuong Pham*

Professeure-HDR en Sciences Économiques, Université Paris Nanterre

Mohamed Lemine Raghani*

Chargé de mission auprès du Premier Ministre de Mauritanie

Vahinala Raharinirina*

Maître de Conférences, Université de Fianarantsoa, Madagascar - Ancienne Ministre de l'environnement et du développement durable

Christine Richaud*

Responsable de l'unité Risque souverain, Département Risque de crédit, Banque mondiale

Pascal Saint-Amans*

Président fondateur de Saint-Amans Global Advisory (SAGA) - Professeur à l'Université de Lausanne et à HEC Paris - Non-Resident Fellow à Bruegel

Alexandros Sarris*

Professeur, Université d'Athènes

Fayçal Sawadogo

Économiste, Fonds monétaire international (FMI)

Léné Sebgo

Consultant indépendant de la chaire Sahel - ancien Ministre de la Santé du Burkina Faso

Moustapha Sidi Mohamed*

Conseiller économique, Ministère des Affaires Économiques et de la Promotion des Secteurs Productifs (Mauritanie) - Membre de la chaire Sahel

Jean-Marc Solleder*

Chercheur, Université de Genève

Zakaria Sorgho*

Cofondateur du CACID - Chercheur associé, CEPCI, Université de Laval

Sampawende J.-A. Tapsoba*

Économiste en chef adjoint, Afrexim Bank

Oumar Tatam Ly*

Économiste, ancien premier ministre du Mali

Serge Tomasi*

Ancien directeur adjoint de la coopération au développement à l'OCDE - ancien ambassadeur

Mohamed Aliou Tounkara

Data analyst, Orange Mali

Marie-Aimée Tourres*

Professeur Auxiliaire, GC University Lahore

Mathieu Trinnou

Économiste-Chercheur, Banque centrale des États de l'Afrique de l'Ouest

Ahmed Tritah*

Professeur, Université de Poitiers - Chercheur, Research Centre on Economic and Financial Integration (CRIEF)

Mariana Vijil*

Économiste, Banque mondiale

Ngueto Tiraiña Yambaye*

Directeur général, Fonds Africain de Garantie et de Coopération Économique (FAGACE)

* Senior Fellow



Partenaires

A

Académie des frontières du Bénin
Africa Mini-Grid Community of practice
African Economic Research Consortium (AERC)
Agence française de développement (AFD)
Agence nationale de la recherche (ANR)
Agriculteurs français et développement international (AFDI-Aura)
Almerys/Be Ys
Analyse Économique des Politiques Publiques (ANEPP), Université de Lomé
Association Africaine pour l'Électrification Rurale, Club-ER
Association Agriculture, Livestock, Fisheries, Africa (Alfa)

B

Banque africaine de développement (BAD)
Banque centrale de Madagascar
Banque Centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO)
Banque de France
Bureau d'évaluation de l'aide suédoise (EBA)
Bureau de la santé de la préfecture de Weifang

C

Campus groupe AFD
CAP 20-25
CAPEC Côte d'Ivoire
Cellule d'Analyse Politique Économique du CIRES (CAPEC)
Center for Global Development (CGD)
Center for Health Development (CHD), Mongolie
Centre d'études et de recherches sur le développement international (Cerdi)
Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement (Cirad)
Centre de développement de l'OCDE
Centre Ouest africain de formation et d'études bancaires (COFEB), BCEAO
Centre de Rencontres et d'Études des Dirigeants des Administrations fiscales (CREDAF)
Clermont Auvergne Métropole
Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (CEMAC)
Coopération agricole Auvergne Rhône-Alpes

Coopération britannique, programme «Transforming Energy Access» (TEA)

Coopérative d'utilisation de matériel agricole (CUMA), Puy-de-Dôme

D

Direction de la Coopération Internationale du Gouvernement Princier de Monaco
Département des Politiques Économiques et de la Fiscalité Intérieure (DPE), UEMOA
Département du Puy-de-Dôme

E

École d'économie, Université Clermont Auvergne
École nationale supérieure de statistique et d'économie appliquée (ENSEA) d'Abidjan
École Normale Supérieure de Lyon (ENS Lyon)
Électriciens sans frontière
ENA Côte d'Ivoire
Expertise France

F

Faculté des Sciences économiques et de Gestion (FSEG), Université Yaoundé II
Finance for Development Lab (FDL)
Fondation Michelin
Fonds Africain de Garantie et de Coopération Économique (FAGACE)
Fonds départemental d'insertion (FDI) Auvergne Rhône-Alpes
Fonds Métis de l'AFD
Fonds monétaire international (FMI)
France 2030

G

Global Development Network (GDN)

I

Initiative One Sustainable Health
Initiative pour la Transparence dans les Industries Extractives (ITIE)
Institut de recherche pour le développement (IRD)
Institut des Politiques Publiques (IPP), Université Cheikh Anta Diop
Institut des Sciences du Management et d'Économie appliquée (ISMEA, Tchad)

Institut pour le développement durable et relations internationales (IDDRI)

Institute for Climate Economics (I4CE)

Institute for New Structural Economics (INSE) de l'Université de Pékin

International Centre for Tax and Development (ICTD)

International Development Association (IDA)

J

Joint Japan/World Bank Graduate
Scholarship Program (JJ/WBGSP)

L

Laboratoire d'Économie de Dijon (LEDi)

La Laiterie du Berger

LDC5 Monitor

M

Ministère de la Santé de Chine

Ministère de l'Économie, des Finances et de la Souveraineté industrielle et numérique, France – Direction générale du Trésor et Direction générale des Douanes et Droits indirects

Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères (MEAE), France

Ministère de la Santé de Mongolie

Ministère de la Fonction publique, du travail et du dialogue social du Togo

Ministère de la Santé publique, de la Population et des Affaires sociales du Niger

Mission permanente de la France, Nations unies

Mission permanente du Népal, Nations unies

Mongolian National University of Medical Science

N

Nations unies – UN-OHRLS

Nations unies – Wider

O

Observatoire du Sahara et du Sahel (OSS)

Orange Research

Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE)

Organisation internationale de la francophonie (OIF)

Organisation Mondiale des Douanes (OMD)

P

Platform for Collaboration on Tax (PCT)

R

Région Auvergne-Rhône-Alpes

S

School of Public Health, Université du Botswana

Société financière internationale (IFC - Groupe Banque mondiale)

U

Union des Comores

Union économique et monétaire des États d'Afrique de l'ouest (UEMOA)

Union européenne

Université Cheikh Anta Diop (UCAD) - Dakar

Université Clermont Auvergne

Université de Bourgogne

Université de Lomé (Togo)

Université de Tufts, Boston -US

Université de Yaoundé II, Soa - Cameroun

Université Djibo Hamani, Tahoua - Niger

Université du Botswana (UB)

Université Félix Houphouët- Boigny, Abidjan - Côte d'Ivoire

Université internationale de Côte d'Ivoire (UICI)

Université Mohammed VI Polytechnique (UM6P) - Maroc

V

VetAgro Sup

W

Weifang University of Medical Science

Wi Agri



Two thin, light gray curved lines sweep across the bottom right corner of the page, starting from the left and curving towards the right.

www.ferdi.fr



FONDATION POUR LES ÉTUDES
ET RECHERCHES
SUR LE DÉVELOPPEMENT
INTERNATIONAL

63, boulevard François-Mitterrand – CS 50320
63009 Clermont-Ferrand Cedex
+33 (0)4 43 97 64 60

www.ferdi.fr

